

LE RN, LAQUAIS DE LA MACRONIE

En donnant son aval au président pour la nomination de Michel Barnier, le Rassemblement national se pose en allié du pouvoir. Quitte à trahir une partie de son électorat. **P. 2**

LUNDI 9 SEPTEMBRE 2024. | N° 24022. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité

Para est magique !

Exploits spectaculaires et liesse populaire ont rythmé les jeux Paralympiques de Paris 2024 qui se sont achevés dimanche. Ce succès doit désormais se traduire en actes par des politiques publiques d'inclusion pérennes. **P. 11**





ÉDITORIAL

PAR LAURENT MOULOD

Vitrine

« *Oui je suis petit, métis, unijambiste, et pour en remettre une couche, gay !* » Le coming out, samedi, de l'athlète paralympique Dimitri Pavadé a fait le tour des réseaux sociaux. À la veille de la clôture, ce dimanche soir, des jeux Paralympiques, cette sortie du Réunionnais, spécialiste de saut en longueur, ne pouvait tomber mieux. Comme le symbole d'une compétition où, durant quinze jours, on fêta la différence, le dépassement de soi et la fierté d'assumer d'être ce que l'on est. Le paralympisme a cette vertu unique, celle de nous rappeler qu'il n'y a pas de « normalité » valide. L'exploit et le courage pour atteindre l'excellence sont universels.

La réussite populaire de ces JOP Paris 2024 est, sans conteste, une bonne nouvelle. La couverture médiatique record (165 chaînes de télévision), tout comme le nombre inédit de délégations engagées (168) témoignent d'un progrès dans l'inclusion des personnes en situation de handicap, si souvent reléguées aux marges de nos sociétés. Ces athlètes ont tenu en haleine des millions de téléspectateurs. Mais reste à savoir ce qu'il survivra de cette parenthèse estivale et enchantée. Quel héritage en matière d'accessibilité, d'accès à l'emploi ou en termes de pratique sportive ? Après les JOP de Londres, en 2012, un afflux de personnes handicapées dans les clubs a

Quel héritage en matière d'accessibilité, d'accès à l'emploi ou en termes de pratique sportive ?

eu lieu en septembre et en octobre. Puis le souflet est vite retombé. Il y a malheureusement fort à parier que Paris 2024 n'ira guère au-delà de cet effet vitrine. Les politiques garantissant les droits des personnes handicapées – les plus discriminées – se construisent sur le long terme. Avec constance. La situation actuelle – seulement 1,4 % des clubs français sont en capacité d'accueillir des personnes en situation de handicap – montre que ces investissements restent totalement insuffisants. La puissance publique a été capable de mettre 170 millions d'euros sur la table pour permettre à la France de briller lors de cet événement. Cette volonté doit désormais exister au quotidien. Et pas seulement pour faire briller les paillettes de l'olympisme. ■

Le RN, valet de l'Élysée

EXÉCUTIF En s'accordant avec le camp présidentiel pour ne pas censurer le nouveau premier ministre, Michel Barnier, et son futur gouvernement, le Rassemblement national s'érige en allié du pouvoir. Trahissant au passage son électorat contestataire et son image de parti antisystème.

Il se disait futur dynamiteur d'un pouvoir à bout de souffle, le Rassemblement national (RN) se révèle finalement être sa planche de salut. En permettant la nomination de Michel Barnier au poste de premier ministre via sa promesse de ne pas le censurer, le parti de Marine Le Pen sauve la peau d'un chef de l'État dont elle disait pourtant jusqu'ici tout combattre : sa politique d'austérité, sa « soumission à Bruxelles », son pouvoir vertical ou son « mépris » des classes populaires. Qu'importe, voici désormais le RN acquiesçant à un ancien commissaire européen ultralibéral et chantre de la rigueur au sein d'une alliance baroque autour de la Macronie. Le but ? Barrer la route au Nouveau Front populaire (NFP) et à ses mesures. Hausse du smic, rétablissement de l'ISF, abrogation de la réforme des retraites, investissements massifs dans les services publics, etc. « Nous sommes un parti antisystème, clamait pourtant Jean-Philippe Tanguy, député RN de la Somme, au mois de février. Le système, qu'est-ce que c'est ? C'est le dévoiement des institutions pour faire prévaloir d'autres intérêts que l'intérêt général. » Sept mois et deux élections plus tard, il n'est plus que son suppléant.

« LE PEN ET BARDELLA ONT REJOINT LE FRONT BOURGEOIS »

« En scellant une alliance avec le président, le RN a trahi ses électeurs en se macronisant, observe Ian Brossat, sénateur et porte-parole du PCF. Ses électeurs doivent savoir que Marine Le Pen et Jordan Bardella ont définitivement rejoint le front bourgeois. Ce front qui fait obstacle à l'avènement d'une politique de rupture sociale avec l'ère Macron. » Pour Jean-Luc Mélenchon, fondateur de la France insoumise, cet acte politique marque un nouveau

statut pour le RN. Celui de « petit lardin du pouvoir » : « Ceux qui se disent les représentants du refus du système en sont en vérité l'assurance-vie la plus constante », a-t-il dénoncé ce samedi face aux manifestants parisiens rassemblés contre « le coup de force d'Emmanuel Macron ». « J'ai un message aussi pour les électeurs du RN qui croient sincèrement que Marine Le Pen va les aider, a de son côté tonné Marine Tondelier, secrétaire nationale des écologistes. Vous savez ce qu'elle a fait ? Elle a préféré soutenir un premier ministre de droite qui ira toujours dans le sens des puissants et contre la justice sociale ! »

Dans un énième numéro de claquettes, les figures de proue de l'extrême droite n'ont pas ménagé leurs efforts ces dernières heures pour tenter de justifier leur position aux antipodes de leurs éruptions passées. « Si nous l'avions souhaité,

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Vendredi 13 septembre,
18h15, à l'Agora

« Défaire le RN :
comprendre
pour agir »

Avec Ludvine Bantigny,
historienne,
Safia Dahani, sociologue,
et Félicien Faury,
politiste.

Samedi 14 septembre,
17h45, à l'Agora

« Défaire le RN :
comment unir
les classes
populaires »

Avec les députés Nicolas
Sansu (PCF), Raphaël
Arnault (FI), François
Ruffin (Picardie debout)
et Marie Pochon (EELV).





Emmanuel Macron et Marine Le Pen à l'Élysée, deux jours après le résultat des élections législatives de 2022. JEANNE ACCORSINI/POOL/ABACA

nous aurions fait comme le NFP et menacé de censurer tout le monde. Ce n'est pas notre état d'esprit. Nous, nous souhaitons qu'il y ait un gouvernement », a clamé Marine Le Pen auprès de la Tribune dimanche. Quand Jordan Bardella, invité du 20 heures de TF1 samedi, déclarait : « J'ai le souhait que le RN ne participe pas, contrairement à la gauche, au désordre institutionnel et au chaos démocratique. »

« L'ÉTAPE ULTIME DE LA STRATÉGIE DE NORMALISATION »

Car pour le RN, l'équation est la suivante, selon Pierre Wadlow, docteur en sciences politiques et spécialiste de l'extrême droite : « Fidéliser un électorat récent composé d'une forme de bourgeoisie et d'élites économiques, notamment en se montrant comme le parti de l'ordre qui joue le jeu de la démocratie, sans pour autant perdre ses électeurs populaires aux motivations plus radicales. » Bruno Cautrès, chercheur au Cevipof, abonde : « L'objectif premier du RN, c'est d'apparaître comme un parti qui a le sens des responsabilités pour s'affirmer comme une force gouvernementale potentielle, c'est l'étape ultime de la stratégie de normalisation, analyse-t-il. Longtemps, l'opinion lui a reproché de ne pas avoir de culture de gouvernement. Il s'échine donc à changer cela tout en tentant de se montrer ferme en parlant de soutien conditionnel et non de blanc-seing ».

Reste une question : le RN peut-il vraiment poursuivre son chemin en effectuant de tels grands écarts ? « Au près de cet électorat, Michel Barnier est perçu comme la continuité d'une politique qui rend la vie actuelle intenable et le futur impossible, décrit Willy Pelletier, sociologue à l'université de Picardie. Les votes populaires RN sont des votes de revanche sociale qui expriment des colères hétéroclites. Leur maintien dépendra de la position que tiendra Marine

Le Pen. Parviendra-t-elle à présenter cette alliance comme une volonté de tordre le bras d'Emmanuel Macron en l'empêchant de poursuivre selon son seul bon vouloir ? »

Encore faut-il vouloir porter un autre projet que celui d'Emmanuel Macron. Christine Arrighi, députée écologiste de Haute-Garonne, en doute sérieusement. « Si le RN accepte de tolérer Michel Barnier, c'est qu'il accepte les grandes lignes du futur budget. Autrement dit : l'austérité », assure-t-elle. « Il y a toujours eu chez Emmanuel Macron un fond de discours réactionnaire cher au RN. Retour à l'ordre, restauration d'une autorité morale prétendument perdue, réactivation d'une mythologie contre-révolutionnaire... Et la loi immigration qui a sacré les idées de l'extrême droite, note pour sa part Arthur Delaporte, député socialiste du Calvados, peu étonné de cette alliance. La période qui s'ouvre est pour le RN l'occasion d'obtenir de nouvelles victoires idéologiques. Il n'a plus aucune raison de combattre le camp présidentiel, il n'a plus qu'à le tirer vers lui

pour être légitimé. Tant pis si cela passe par des trahisons et des impostures. Tout ce qui l'intéresse, c'est le pouvoir. »

Pour cela, le RN entend faire monter les enchères auprès de la Macronie, en particulier sur l'immigration, thème considéré comme un liant entre ses différents électors. Avec un allié idéologique de premier plan donc : le nouveau futur premier ministre. « Nous attendons de Michel Barnier des actes, avertit Marine Le Pen auprès de la Tribune dimanche. Je m'en tiens aussi à ses propositions lors de la primaire LR de 2021, dont une grande partie rejoignait notre ligne. » À savoir : moratoire sur l'immigration, limitation du regroupement familial, fin de l'AME, etc. « J'écouterai tout le monde. C'est le moment où tous ceux qui veulent que la France marche doivent se retrousser les manches », a répondu Michel Barnier. Et pas dans n'importe quel titre de presse : le Journal du dimanche, propriété de Vincent Bolloré et première tribune médiatique de l'extrême droite. ■

ANTHONY CORTES

MATIGNON LES PRIORITÉS DE MICHEL BARNIER

Michel Barnier a fixé les grandes lignes de l'action politique qu'il entend mener lors d'un entretien accordé au journal télévisé de 20 heures de TF1, vendredi. Ses priorités annoncées sont de « maîtriser les flux migratoires avec des mesures concrètes », de « revaloriser le travail » et ne pas augmenter la dette

de la France. Il a également souligné que les services publics constituent « un besoin immense dans les quartiers urbains, mais dans les campagnes aussi ». Comment les développer, si ce n'est via plus de dette ou plus de rentrées fiscales ? « Je vais m'efforcer de mieux maîtriser, de mieux utiliser l'argent public », a-t-il promis,

tout en précisant que, face à la dette, il ne s'interdit pas une « plus grande justice fiscale ». Refusant de dire s'il reviendra sur l'âge de départ à la retraite, il a indiqué que la dernière réforme pouvait être « améliorée ». Enfin, s'il a voulu se distinguer du RN, il a affirmé qu'il respectait ses électeurs et qu'il était prêt au dialogue avec tous.



À Paris, dans la foule des manifestants, le sentiment de trahison est total. NICOLAS CLEMET/LE PICTORIUM

Un peuple de gauche révolté par le coup de force de Macron

Près de 300 000 personnes ont défilé en France ce samedi contre la nomination de Michel Barnier et pour le respect du résultat des urnes, qui aurait dû conduire Lucie Castets à Matignon.

La rentrée politique a sonné, et le peuple de gauche n'a pas du tout l'intention de laisser la démocratie partir en fumée. Elle est plus que jamais à défendre après la nomination scandaleuse de Michel Barnier au poste de premier ministre, au détriment de Lucie Castets du Nouveau Front populaire (NFP), pourtant arrivé en tête aux dernières législatives. Dans une ambiance bon enfant, 300 000 personnes ont ainsi défilé en France ce samedi, répondant à l'appel à manifester contre le coup de force d'Emmanuel

Macron, lancé par l'Union étudiante et l'Union syndicale lycéenne, avec le soutien de la FI, du PCF, d'EELV et de Génération.s.

Dans la foule, le sentiment de trahison est total depuis l'arrivée de ce « premier sinistre », ainsi que le désigne une pancarte. « Les gens d'en bas sont là ! » prévient Nathalie, en écho à la formule méprisante de Michel Barnier lors de la passation de pouvoir jeudi. Venue de Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, cette militante insoumise de 57 ans s'insurge : « On a voté à gauche, on se retrouve avec un premier ministre de droite soutenu par l'extrême droite. » Car,

sans l'assentiment de Marine Le Pen, cette nomination n'aurait pas été possible. Alors Nathalie explose : « Qu'est-ce qui a pris à Macron d'aller vendre son âme au diable ? »

Charlotte, elle, opte pour l'humour : « C'est avec un immense bonheur que Marine et Emmanuel vous annoncent la naissance de Michel ! » ironise sa pancarte.

La retraitée d'origine allemande s'indigne devant le choix arbitraire d'Emmanuel Macron, « qui n'aurait jamais été possible en Allemagne ». « La presse allemande est très choquée par le fait que le premier ministre n'émane pas de la majorité sortie des

urnes ! » Car tous, ce jour, auraient aimé voir Lucie Castets à Matignon ; l'issue logique du résultat du 7 juillet. « On s'est mobilisés comme jamais à gauche, et le monarque balaie tous nos efforts d'un revers de main », regrette Charlotte. À ses yeux, il appartient aux citoyens de répondre en battant le pavé et en mobilisant la Loi fondamentale, notamment son article 68, qui régit la procédure de destitution du président.

Les députés FI ont déjà lancé la démarche au Parlement. « Il est vain de croire que l'on vient à bout de ce peuple, pétri de cette histoire », déclare Jean-Luc Mélenchon lors d'un discours tenu en pleine manifestation. « Personne ne dit que c'est monsieur Barnier le responsable de la situation. Ils disent tous que c'est Macron. Alors si c'est Macron le responsable, c'est lui qui doit s'en aller, et personne d'autre ! » appelle-t-il, devant une foule qui scande : « Macron démission ! » « Voilà le slogan que dorénavant, à chaque occasion et quel que soit le sujet, nous crierons dans les rues ! » conclut l'insoumis.

51 % DES FRANÇAIS SOUHAITENT LA DÉMISSION DU CHEF DE L'ÉTAT

Parmi les citoyens mobilisés, Lucas, Antonin et Jules, 20 et 22 ans, se déclarent exaspérés de se faire « cracher dessus » depuis deux mois par le président. « Mélenchon a raison, mais c'est bien dommage qu'il faille les deux tiers du Sénat pour que la destitution aboutisse », regrettent-ils, qualifiant la procédure de « bonne idée qui risque de ne pas déboucher ». « Ce mot d'ordre de démission est très mobilisateur », mesure pour sa part Jérôme Legavre, député FI. Selon un sondage réalisé par Elabe le 28 août, 49 % des Français se disent d'ailleurs favorables à une destitution. Et 51 % souhaitent la démission d'Emmanuel Macron, d'après une autre étude. En outre, 74 % des Français estiment que le président n'a pas tenu compte des législatives.

Alors que la pluie reprend, trois jeunes lycéennes enfilent leurs ponchos. Venues de Rosny-sous-Bois, elles ont répondu à l'appel de l'Union lycéenne. Même si les trois amies n'ont pas pu voter, elles ont quand même l'impression de s'être fait voler l'élection et se déclarent « dégoûtées » du compromis passé entre Macron et l'extrême droite. Seul aspect positif : la gauche apparaît de façon incontestable comme la seule force s'opposant à Emmanuel Macron et la seule alternative crédible. Les manifestants espèrent ainsi qu'elle en récoltera à terme les fruits électoraux, pour gouverner enfin et appliquer son programme.

Présent avec plusieurs élus communistes, Léon Deffontaines a lui aussi pris la parole durant le défilé. « Nous avons deux façons d'agir aujourd'hui : la motion de censure à l'Assemblée, et la motion populaire, en utilisant tous les moyens, comme la grève », explique l'ancienne tête de liste PCF aux européennes. Indiquant que les communistes voteront sûrement pour la destitution du président, il précise que « cela ne doit pas être notre seul mode d'action » et appelle à « poursuivre la mobilisation avec les syndicats le 1^{er} octobre ». ■

LISA GUILLEMIN

REPORTAGE

«L'histoire de l'humanité devient de plus en plus une course entre l'éducation et la catastrophe.» **H. G. Wells**

L'HOMME DU JOUR



Mahmud Hams

C'est pour son témoignage inestimable sur la destruction de Gaza par l'armée israélienne que le photoreporter a reçu, samedi 7 septembre, le prix le plus prestigieux du festival international de photojournalisme Visa pour l'image de Perpignan : le Visa d'or news. Mahmud Hams, 44 ans, travaille pour l'AFP depuis 2003 en territoire palestinien. Mais, en février dernier, il a dû quitter Rafah avec sa famille, et se replier au Qatar. « J'espère que les photos que nous prenons disent au monde que cette guerre et les souffrances doivent prendre fin », a-t-il déclaré dans une vidéo diffusée lors de la présentation du palmarès. « Mahmud et ses collègues, photographes et journalistes de l'AFP dans la bande de Gaza, ont réalisé un travail extraordinaire à tous points de vue », a répondu Éric Baradat, directeur adjoint de l'AFP chargé de la photo. « Leur témoignage fera date et restera dans l'histoire », a-t-il ajouté. Mahmud Hams n'a pu rejoindre Perpignan faute d'obtenir un visa à temps pour la remise de son prix. Stéphane Arnaud, du service photo de l'AFP, qui l'a reçu en son nom, a annoncé qu'il devrait venir en France prochainement. Visa pour l'image, principale manifestation internationale consacrée au photojournalisme, a proposé la semaine passée expositions, projections, débats, et rencontres avec les photographes. Les 26 expositions, parmi lesquelles celle de Ziv Koren sur l'attaque du Hamas du 7 octobre, restent ouvertes au public jusqu'au 15 septembre. À l'ouverture du festival, le maire RN de Perpignan Louis Aliot avait créé la polémique en refusant de remettre le « Visa d'or de la ville » à un autre photographe palestinien, Loay Ayyoub, jugé trop proche du Hamas par l'édile. ■

LATIFA MADANI

L'œil de Bobika

PREMIERS DÉSACCORDS AU SOMMET DE L'ÉTAT



LA BONNE NOUVELLE Une piste lumineuse pour lutter contre Parkinson

L'information a été présentée officiellement vendredi 6 septembre, lors du 20^e congrès mondial de neurochirurgie à Chicago : des résultats très encourageants ont été obtenus par une équipe du centre de recherche Clinatex, à Grenoble, contre la maladie de Parkinson. La technique, qui fait l'objet d'un essai clinique mené sur douze personnes, consiste à stimuler le cerveau, et en particulier les cellules de la substance noire, par le biais d'une lumière infrarouge. Alimentée par un boîtier générateur sous-cutané, cette lumière permet

de « revigorer ces cellules, qui produisent à nouveau de la dopamine » et de « stabiliser la maladie, ce qui constitue une première », a expliqué le professeur Stephan Chabardes. Le neurochirurgien se veut toutefois « prudent », car, dit-il, « nous ne savons pas encore si cet effet est pérenne ou si ces cellules vont s'épuiser vite ». Jugée « spectaculaire » par sa consœur de l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière Carine Karachi, l'étude est aujourd'hui en attente de publication dans une revue scientifique. ■

ALEXANDRE FACHE

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Concert « On est heureux de finir en beauté sur un festival comme celui de la Fête de l'Humanité qui porte des valeurs d'égalité, de justice et de collectivisme... » Retrouvez l'interview de Shaka Ponk, l'explosif groupe de rock français, bien connu pour ses concerts légendaires, qui se produira sur la scène mythique Angela Davis, le vendredi 13 septembre.

Manifestation Michel Barnier premier ministre ? « C'est un déni de démocratie ! » Retrouvez le reportage vidéo de nos équipes parties à la rencontre de celles et ceux qui ont défilé samedi pour dénoncer le coup de force d'Emmanuel Macron et la nomination de l'élus LR et ex-commissaire européen à Matignon.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Orwell, les voilà...

Nous y voilà. Dans le monde d'Orwell. La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force écrivait l'auteur de 1984. Les battus sont les vainqueurs, écartés du pouvoir ils sont les maîtres du jeu et ceux, à en croire la presse du dimanche, qui refusent le braquage institutionnel, sont dans la rancœur (la Tribune dimanche), dans le déni (le Journal du dimanche). Mais alors que les Jeux sont terminés, la médaille orwellienne du cul par-dessus tête ou du je vous la fais à l'envers doit revenir au Figaro avec une chronique intitulée : « Les jeux, un manifeste anti-woke ». Le wokisme, tel que la droite et l'extrême droite l'inventent pour désigner ce qu'elles détestent ! Féminisme, antiracisme, critique des dominations patriarcales ou coloniales... La chroniqueuse du Figaro a vu, dans l'effort qu'on salue et le travail acharné des compétiteurs qu'on admire, que l'on pouvait « jeter enfin aux orties les lubies égalitaristes »... Comprenez qui pourra. Pour nous, par-delà les cultures, la couleur de la peau ou les handicaps, on a cru voir le contraire. ■

COUP DE PROJECTEUR

Le courage de Sarah Friedland

C'est « en tant que juive américaine » que la réalisatrice Sarah Friedland a courageusement pris la parole lors de la 81^e édition de la Mostra de Venise pour dénoncer la guerre que mène Israël contre la population gazaouie. Récompensée pour la meilleure réalisation dans la section parallèle Horizon pour son film *Familiar Touch*, la jeune cinéaste a précisé « accepter ce prix le 336^e jour du génocide israélien à Gaza et la 76^e année d'occupation ». La réalisatrice, dont ce premier film a également été distingué par le Prix de la meilleure actrice décerné à Kathleen Chalfant, a enfoncé le clou, jugeant « qu'il est de notre responsabilité, en tant que travailleurs du cinéma, d'utiliser les plateformes institutionnelles à travers lesquelles nous travaillons pour remédier à l'impunité d'Israël sur la scène mondiale ».



Place de la Bastille, à Paris, le 6 août. Des familles à la rue, soutenues par le DAL, manifestent pour un logement digne. PAULINE TOURNIER/HANS LUCAS

Le secteur du logement appelle à l'aide

HABITAT Baisse de la construction, des ventes, hausse des expulsions, du nombre d'enfants à la rue... Associations comme promoteurs pressent l'exécutif de trouver des solutions à un marasme profond.

L'espoir est limité, mais cela n'empêche pas d'interpeller. Depuis l'annonce de l'arrivée à Matignon de Michel Barnier, les acteurs du logement, des associations soutenant les mal-logés aux promoteurs, ont exprimé leur souhait de voir le nouveau premier ministre s'intéresser enfin à ce secteur, essentiel mais maltraité depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. « Nous l'appelons à prendre la mesure de la crise du logement que la France traverse. (...) C'est la crise de tout un secteur économique. Elle pèse sur l'emploi, mais contribue également à la dégradation du climat social, privant des centaines de milliers de familles d'un logement digne à un coût soutenable. Elle creuse aussi la dette de l'État qui se prive

ainsi de recettes importantes », a rappelé, dès le 5 septembre, l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui fédère l'ensemble du logement social.

« La situation est grave. (...) Il est plus que temps que la France se réveille et que nous ayons un premier ministre conscient de ce qu'il se passe », avait de son côté alerté le président de la Fédération des promoteurs immobiliers, en amont de la nomination de Michel Barnier. Quant aux associations de solidarité, regroupées dans le collectif Alerte, elles se sont adressées directement au nouveau locataire de Matignon sur le réseau social X, exprimant leur « impatience

de (lui) faire rencontrer des personnes en situation de précarité pour que le gouvernement agisse enfin ».

Il est vrai qu'après sept années de macronisme, tous les voyants sont au rouge. Le décalage entre la quantité de logements disponibles, les tarifs de ceux qui le sont et la demande n'a cessé de se creuser.

« Cette crise pèse sur l'emploi, contribue à la dégradation du climat social et creuse la dette de l'État. »

UNION SOCIALE POUR L'HABITAT

Résultat, toujours plus de ménages n'ont pas de domicile, sont mal logés ou mettent dans leur loyer une part trop importante de leurs revenus. Début septembre, l'Unicef et la Fédération des acteurs de la solidarité ont rappelé que plus de 2000 enfants dorment désormais dans les rues. Autre symptôme, les

difficultés toujours croissantes des étudiants et des jeunes actifs pour se loger qu'on observe à chaque rentrée. La crise de l'offre se voit aussi dans la hausse du nombre de demandeurs de logement social, qui a atteint 2,6 millions en 2023, contre à peine plus de 2 millions en 2016. Faute de logements à des tarifs en adéquation avec les salaires, la mobilité résidentielle est elle aussi au point mort, entraînant un cercle vicieux dans lequel ceux qui sont logés ne peuvent déménager et ne libèrent donc pas de logements.

La situation ne devrait pas s'améliorer alors que la construction est elle aussi en berne. « Au cours des douze derniers mois, on estime que 282 400 logements ont été mis en chantier, soit 81 200 de moins (- 22,3 %) qu'entre mai 2022 et avril 2023, et 27 % de moins qu'au cours des douze mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020) », a constaté au printemps le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires en publiant ses derniers chiffres. Le secteur HLM, particulièrement ciblé par les gouvernements qui se sont succédé depuis 2017, est lui aussi à la peine pour à la fois faire face à ses obligations de rénovations et construire.

APPEL À CHANGER DE CAP BUDGÉTAIRE

Depuis 2020, on est passé sous la barre des 100 000 nouveaux logements par an, et on devrait tourner autour de 80 000 en 2024, contre 130 000 en 2016. Cette déconfiture générale impacte ceux qui cherchent à se loger, mais aussi les salariés du secteur. Dans une lettre adressée le 28 août à l'Assemblée nationale, Olivier Salleron, président de la Fédération française du bâtiment, alertait : « Dans l'Hexagone et en outre-mer, le bâtiment constitue non seulement un besoin fondamental, mais aussi une armature territoriale forte. Les professionnels ne pourront continuer à investir et à embaucher que si la politique menée dans ce domaine est à la fois lisible, réaliste et cohérente dans le temps. Sans cette visibilité, 150 000 emplois se trouvent menacés d'ici 2025. »

Ce qui fait l'unanimité parmi les acteurs, c'est un appel à changer de cap. Premier poste budgétaire des Français et moteur central de la baisse de leur pouvoir d'achat, le logement n'a été vu que sous le prisme court-termiste des économies budgétaires. Sans voir que le secteur rapporte plus qu'il ne coûte, sans même prendre en compte les bénéfices en termes de cohésion sociale, Bercy n'a eu de cesse depuis 2017 de réduire l'implication financière de l'État. Malgré de multiples alertes, les orientations données au cœur de l'été au budget par le gouvernement démissionnaire vont dans le même sens. Dans un communiqué daté du 30 août, l'USH alertait sur ces « lettres plafonds » (...) qui fixent un cadre de travail pour la future loi de finances » et « entravent la mise en œuvre des engagements, notamment en termes de soutien à la rénovation énergétique, pris par le gouvernement ». Le très libéral Michel Barnier va-t-il inverser la tendance ? ■

CAMILLE BAUER

La Fondation Abbé-Pierre va changer de nom

VIOLENCES SEXUELLES À la suite de nouveaux témoignages accablants visant le fondateur d'Emmaüs, l'association annonce une série de mesures et réaffirme son soutien total aux victimes.

Il a longtemps été la personnalité préférée des Français. Derrière l'icône et le défenseur acharné des sans-abri et des mal-logés, se cachait un véritable prédateur. Sept semaines après l'onde de choc provoquée par sept premières révélations, dix-sept nouvelles dénonciations accablantes d'agressions sexuelles et de viol à l'encontre de l'abbé Pierre, mort en 2007 à 94 ans, viennent d'être dévoilées par Emmaüs.

Baisers volés, attouchements, fellations et masturbations imposées, propos à connotation sexuelle – parfois sur des mineures –, le rapport résultant du dispositif d'écoute du cabinet spécialisé indépendant Egaé est édifiant. Elles étaient bénévoles d'Emmaüs, salariées de lieux dans lesquels l'abbé Pierre séjournait (hôtels, cliniques), membres de familles proches... L'une des victimes, en situation de vulnérabilité économique,

avait sollicité son aide pour un logement. Les faits relatés se sont déroulés sur une période allant des années 1950 à 2005. En France, mais aussi à l'étranger (Suisse, États-Unis, Québec, Maroc...).

En juillet, après les premières révélations, la Conférence des évêques de France avait déjà exprimé sa « douleur » et sa « honte ». Vendredi 6 septembre, la Fondation Abbé-Pierre, reconnue d'utilité publique en 1992, a réaffirmé son soutien total aux victimes, et annoncé sa décision de changer de nom.

CERTAINS ÉTAIENT AU COURANT DÈS LES ANNÉES 1950

Emmaüs a également déclaré que le lieu de mémoire dédié au prêtre, à Esteville, en Seine-Maritime, serait définitivement fermé. Des décisions « indispensables par respect pour les victimes », a estimé sœur Véronique Margron, la présidente de la



Conférence des religieux et religieuses de France, commanditaire avec l'évêque du rapport publié en octobre 2021 par la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase).

« Ceux qui savaient ont fait comme s'ils ne savaient pas. Ceux qui ont vu ont fait comme s'ils ne voyaient pas ou ne pouvaient pas voir. C'est un phénomène très, très grave », a-t-elle regretté sur France Info. Des documents consultés par Libération montrent que certains

membres de l'Église catholique et d'Emmaüs étaient au courant dès les années 1950 des faits de violences sexuelles commis par Henri Grouès, vrai nom de l'abbé Pierre. Véronique Margron espère qu'un processus de justice, de reconnaissance et de réparation sera mis en place, comme cela avait été le cas après le rapport de la Ciase. « C'est absolument indispensable », affirme-t-elle dans les colonnes du Parisien Dimanche. ■

NADÈGE DUBESSAY

INVITATION

Fabien Gay, Directeur de l'Humanité, a le plaisir de vous inviter

JEUDI 12 SEPTEMBRE À 18H00

À L'INAUGURATION DE

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

À L'AGORA DE L'HUMANITÉ

Esplanade Jean Jaurès

Base 217 - Le Plessis-Paté/Brétigny-sur-Orge

Attention : cette invitation ne donne pas accès à la Fête le vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 septembre 2024

Scannez ce QR Code pour demander votre invitation

L'AGENDA



10 septembre La FSU-Snuipp, la CGT Educ'action et SUD éducation organisent une grève dans les écoles pour s'opposer au « choc des savoirs » et à la généralisation des évaluations.

26 septembre Mobilisation de la CGT cheminots contre la libéralisation du rail et pour la défense du service public ferroviaire. Rassemblement à 12 heures devant le ministère des Transports.

28 septembre Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident, regroupant ONG féministes, partis et syndicats, invite à manifester lors de la Journée internationale pour le droit à l'avortement.

1^{er} octobre La CGT, Solidaires et la FSU prévoient une journée interprofessionnelle de mobilisation et une grève pour les retraites, les salaires, l'égalité femmes-hommes et les services publics.

Les 130 salariés de la papeterie de Stenay avaient une autre idée en tête concernant les prochaines célébrations des 100 ans de leur usine. Vendredi 6 septembre, c'est pourtant au tribunal de commerce de Bar-le-Duc (Meuse) que ceux-ci sont allés parler de leur fabrique, fondée en 1925. Pour la seconde fois en moins de deux ans, les travailleurs de ce producteur de papier emblématique risquent la cessation d'activité et, au passage, la perte de leurs emplois dans ce site industriel, l'un des seuls restants dans cette partie de la campagne lorraine.

Les représentants du comité social et économique (CSE) de Stenpa, nom de la papeterie propriété du fonds allemand Accursia Capital, avaient en effet rendez-vous pour une audience intermédiaire, à la suite du placement en redressement judiciaire le 5 juillet, et avant la fin de la période d'observation le 31 décembre. En apparence une simple formalité, donc, qui est toutefois loin d'en être une pour les travailleurs. « Le 7 août, une demande de prolongation de notre redressement judiciaire a été faite. Le tribunal a examiné cette requête et a tranché que l'activité pouvait se poursuivre encore deux mois », indique le secrétaire CGT du CSE, Alain Magisson.

Pour le quinquagénaire, l'autorisation par le tribunal de continuer l'activité permet de sortir d'un paradoxe apparent.

« Nous avons plein de commandes, mais pas assez de trésorerie pour les honorer. C'est le serpent qui se mord la queue », déplore-t-il. Avec ces deux mois supplémentaires, les papetiers espèrent livrer le papier – essentiellement dédié à l'emballage alimentaire – commandé, mais aussi donner des gages de la viabilité de leur activité.

Pour l'intersyndicale CGT-FO, c'est bien Accursia Capital qui est à blâmer dans cette malheureuse situation. Faisant d'abord figure de héros pour avoir sauvé

le site de la cessation d'activité, après que le précédent actionnaire néerlandais Ahlstrom eut décidé de fermer boutique en mars 2023, le fonds allemand a finalement réussi à se mettre à dos l'ensemble du site. Ce dont l'accusent syndicats et salariés : n'avoir tenu aucune de ses promesses d'investissement.

« Accursia Capital n'a investi rien d'autre que l'euro symbolique de la reprise de la papeterie. Si on venait à fermer, il ne perdrait rien, puisque aujourd'hui, on tape dans la trésorerie pour

payer les salaires. Pourtant, dans le contrat de cession entre Ahlstrom et Accursia Capital, des clauses obligent le nouvel actionnaire à assurer la soutenabilité financière de Stenpa », pointe Alain Magisson.

« IL Y AVAIT DE LA COLÈRE, CETTE FOIS-CI IL Y A DE LA HAINE »

Face à cette situation, les travailleurs partagent l'impression de s'être fait avoir par un actionnaire aux abonnés absents. « L'année dernière, quand Ahlstrom avait annoncé la fermeture du site, il y avait de l'abattement et de la colère. Cette fois-ci, c'est bien plus que ça, il y a de la haine », assure le représentant CGT au CSE. Déterminée à ne pas laisser Accursia Capital s'en sortir avec ses engagements non tenus, l'intersyndicale a saisi pendant le mois d'août le procureur de la République du tribunal de commerce de Bar-le-Duc, « pour demander notamment l'engagement d'actions en comblement de passif à l'encontre » d'Accursia Capital, mais aussi d'Ahlstrom. Si la date limite de dépôt des candidatures à la reprise de l'usine est passée depuis le 2 septembre, deux candidats envisageraient la possibilité d'une reprise, assure Alain Magisson. Leur éventuelle candidature pourrait être étudiée par le tribunal le 8 novembre.

Par ailleurs, la papeterie peut compter sur le soutien de ses clients, assure-t-il. « Depuis le mois d'août, nous n'avons perdu aucun client, alors même que nous sommes en redressement judiciaire. Les clients nous disent qu'ils ont confiance en nous, que notre papier est de qualité, et sont déjà prêts à passer commande pour le mois d'octobre », se félicite le représentant CGT. De quoi, espère-t-il, convaincre à nouveau le tribunal de poursuivre l'activité de ce site historique. ■

MARIE TOULGOAT



Le site de Stenpa à Stenay, dans la Meuse.
CELINE DUONG/HANS LUCAS



Le 1^{er} février 2024, à Cologne. Manifestation contre le parti d'extrême droite AfD.

HESHAM ELSHERIF/ANADOLU/AFIP

Déporter les migrants, le choix de Berlin ?

ALLEMAGNE Après l'attentat de Solingen et le succès de l'extrême droite en Saxe et en Thuringe, le représentant spécial pour les accords de migration lance l'idée que les exilés arrivés via la Russie et la Biélorussie pourraient être envoyés au Rwanda.

L'Allemagne est-elle en train de placer l'Europe au bord de l'abîme sur les questions migratoires ? Outre-Rhin, le débat s'est intensifié à la suite de l'attentat de Solingen perpétré par un débouté syrien du droit d'asile et aux succès électoraux de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD, extrême droite) et de l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), également anti-migrants. Le représentant spécial pour les accords de migration, l'Allemand Joachim Stamp (Parti libéral-démocrate), en a profité pour faire coup double. Contre l'immigration d'une part, mais également contre Moscou. Il a suggéré

le 5 septembre, lors du podcast d'actualité publié par le média en ligne Table Briefings, que les migrants parvenus en Allemagne via la Russie et la Biélorussie pourraient être déportés vers le Rwanda.

Ces exilés – pour la plupart des réfugiés de guerre – se retrouvent brinquebalés et instrumentalisés d'un côté comme de l'autre. Les présidents russe, Vladimir Poutine, et biélorusse, Alexandre Loukachenko, les instrumentalisent pour tenter de déstabiliser et diviser l'Union européenne (UE). Le représentant spécial pour les accords de

migration, lui, tente de faire évoluer le contrat de coalition qui perpétuait le statut allemand de terre d'accueil, en envoyant ces étrangers vers un pays avec lequel ils n'ont aucun lien. En bon libéral, il préfère favoriser l'im-

migration servant les intérêts du capitalisme rhénan. À un an des élections générales, il décrit l'afflux de migrants comme un élément parmi d'autres de la « guerre hybride » menée par Moscou et Minsk. En 2021, alors que la Biélorussie ouvrait les frontières avec la Lituanie, Alexandre Loukachenko se justifiait par l'ironie : « Ils ne viennent pas en »

En bon libéral, Joachim Stamp préfère favoriser l'immigration servant les intérêts du capitalisme rhénan.

■ ■ ■ Biélorussie, mais recherchent un pays chaud, confortable et illuminé. »

Pour déporter les réfugiés venus d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan vers le Rwanda, Joachim Stamp assure que le gouvernement allemand « pourrait utiliser les structures existantes qui ont été préparées à l'origine pour les Britanniques » en 2022. À Londres, la Cour suprême avait déclaré illégal le plan de grande envergure de l'ancien premier ministre Rishi Sunak assurant que la sécurité des demandeurs d'asile n'était pas garantie dans le pays d'Afrique de l'Est. L'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) avait également estimé que le projet, abandonné par le premier ministre travailliste Keir Starmer dès son arrivée au pouvoir en juillet, « ne répondait pas aux normes requises en matière de légalité pour le transfert des demandeurs d'asile ».

UN DURCISSEMENT DU DISCOURS QUI A DE QUOI INTERROGER

Pour parer à ces critiques, Berlin propose que ces déportations se fassent sous la supervision de l'ONU, en contradiction avec le nouveau régime d'asile européen qui suppose que les procédures puissent être menées dans les pays où le demandeur dispose déjà d'un lien familial ou social. Pourtant, assure Joachim Stamp, le Rwanda serait volontaire pour poursuivre le projet abandonné par le Royaume-Uni. Le libéral allemand concède cependant que le plan nécessiterait une révision des lois en matière d'expulsion.

Le chancelier Olaf Scholz s'était engagé à présenter un projet de loi favorisant les expulsions.

En vertu de la législation actuelle, les renvois vers un pays autre que celui d'origine peuvent être effectués seulement si les déboutés ont un lien avec celui-ci.

Dans la foulée de l'attaque au couteau de Solingen, le 23 août, le chancelier social-démocrate, Olaf Scholz (SPD), s'était engagé à présenter un projet de loi favorisant les expulsions. L'idée d'une déportation vers le Rwanda n'est toutefois pas nouvelle en Allemagne. Dès novembre 2023, Berlin avait fait part de son intérêt pour la proposition britannique à laquelle pousse le Parti libéral-démocrate, membre de la coalition Ampel (feu tricolore). À l'époque, le coprésident du SPD, Lars Klingbeil, avait affirmé que son parti serait favorable à l'envoi des réfugiés en Afrique pour traiter les demandes d'asile.

Dans un contexte de renforcement de l'AfD à l'échelle régionale, ce durcissement du discours a de quoi interroger. En janvier dernier, les révélations autour d'une réunion d'identitaires proches des milieux néonazis, de cadres dirigeants de l'AfD (extrême droite) et de membres de l'aile droite du parti chrétien-démocrate (CDU) pour élaborer un processus de « remigration » de 2 millions de migrants, de demandeurs d'asile, mais aussi de citoyens allemands d'origine étrangère, avait provoqué un vif débat outre-Rhin. Si l'Allemagne confirmait son projet avec le Rwanda, nul doute que l'ensemble du continent, à la dérive vers l'extrême droite, ne manquerait de s'embarquer dans un débat similaire. ■

LINA SANKARI

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Dimanche 15 septembre, 12h30, Village du monde
« Faire front contre l'extrême droite, des solutions venues d'Europe »

Avec Peter Mertens, secrétaire général du Parti du Travail de Belgique, Ricardo Guerra, membre de la direction régionale du Parti communiste portugais de Lisbonne, et Maja Tegeler, membre du comité exécutif de Die Linke (Allemagne).

Abdelmadjid Tebboune réélu avec une faible participation

ALGÉRIE Le président sortant repart pour un second mandat. La tâche s'annonce difficile alors que la jeunesse algérienne, qui avait massivement manifesté au moment du hirak, ne voit toujours pas ses revendications prises en compte par le pouvoir.

Les Algériens étaient appelés aux urnes ce 7 septembre pour élire leur président de la République. Sur un total de 5,630 millions de « votes enregistrés, 5,320 millions ont voté pour le candidat indépendant » Tebboune, « soit 94,65 % des voix », a déclaré le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Mohamed Charfi. Ce dernier avait annoncé dans la nuit de samedi à dimanche, et avec trois heures de retard, « un taux moyen de participation de 48,03 % à 20 heures », sans donner le nombre exact de votants. Dit autrement, 52 % de la population n'a pas jugé utile de se déplacer pour ce scrutin joué d'avance, tous les observateurs tablant sur une victoire de Abdelmadjid Tebboune dès le premier tour.

Abdelmadjid Tebboune a été élu la première fois en 2019 avec le soutien du chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, mort trois jours après l'investiture de son protégé. « J'ai été parmi les premiers à revendiquer ce que demande le hirak aujourd'hui », disait alors celui qui avait été premier ministre

sous la présidence d'Abdulaziz Bouteflika, forcé de démissionner sous les coups de boutoir de la jeunesse algérienne et du hirak (le « mouvement »).

DES PROMESSES QUI NE FONT PAS ILLUSION

Cinq ans après, Tebboune s'est présenté à nouveau devant les Algériens, mais plus question de hirak. À part lui, deux candidats seulement ont été autorisés à participer à cette présidentielle : l'islamiste Abdelaali Hassani Cherif, du Mouvement de la société pour la paix (MSP), et le représentant du Front des forces socialistes (FFS), mouvement kabyle, Youcef Aouchiche. Deux candidats qui se sont avérés comme des faire-valoir plutôt que comme des personnalités crédibles. Le pouvoir peut bien s'enorgueillir d'un score de 95 %, les promesses de Tebboune d'augmenter les allocations chômage, les pensions et les programmes de logement public n'ont pas fait illusion, surtout parmi les jeunes. C'est que celui qui se présentait comme précurseur des revendications du hirak a plutôt fait dans la répression, jetant en prison les leaders du mouvement et, quand il

ne le pouvait pas, faisant arrêter les parents pour que les enfants engagés, forcés de se cacher, se livrent aux autorités.

Endécembre 2019, Abdelmadjid Tebboune avait été élu avec 58 % des suffrages, mais une participation de seulement 39,83 %, soit 60 % d'abstention. Il peut donc se prévaloir d'une meilleure assise, mais personne n'est vraiment dupe. Aidé par la manne du gaz naturel dont l'Algérie est le premier exportateur africain, Tebboune a promis de faire de l'Algérie « la deuxième économie en Afrique ». Ce qui pourrait entrer en contradiction avec d'autres promesses, notamment celle de sortir l'économie algérienne de la presque totale dépendance des revenus aux hydrocarbures. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a stimulé la demande européenne de gaz algérien et fait remonter les prix de l'énergie, augmentant ainsi les recettes de l'État. Ce qui n'a pas empêché la France, au mépris du droit international et de l'ONU, de reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental alors que l'Algérie a toujours soutenu le Front Polisario. ■

PIERRE BARBANCEY



Dépouillement des bulletins de vote, le 7 septembre, à Alger. RAMZI BOUDINA/REUTERS



Boccia

Aurélie Aubert

France

Une boule lancée au plus près du jack (équivalent du cochonnet à la boccia) et le visage d'Aurélie Aubert s'est illuminé d'un bonheur pur et d'une émotion intense. Pourtant, sur cette image, l'une des plus fortes de ces Jeux, Aurélie Aubert s'est trompée : il restait une boule à son adversaire indonésienne. « J'ai eu honte, j'ai paniqué », a ensuite raconté la porte-drapeau française de la cérémonie de clôture. Un mal pour un bien : l'Indonésienne n'a pas fait mieux et l'athlète atteinte de paralysie cérébrale a pu célébrer à nouveau sa victoire. Elle est bien la première Française de l'histoire à devenir championne paralympique de boccia.

PARIS 2024

Les visages de jeux enchanteurs

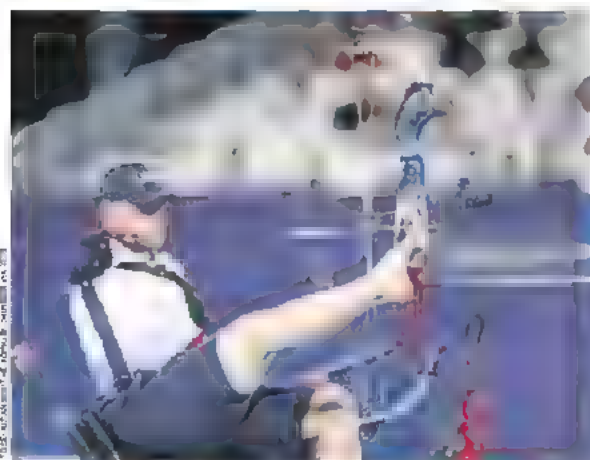
Parmi les 4 400 athlètes de cette édition, huit ont particulièrement marqué *L'Humanité* par leurs exploits sportifs, leur personnalité et leurs messages de paix ou d'inclusion pour les personnes en situation de handicap.

Les jeux Paralympiques se sont terminés dimanche soir dans un Stade de France dansant au son de 24 DJ français. À l'image de la grande fête qu'a été Paris 2024. Dans des stades pleins et bruyants, le public a célébré les para-athlètes pour ce qu'ils sont : des sportifs de haut niveau. Huit d'entre eux (lire ci-dessus et pages suivantes) nous ont particulièrement marqués pour leurs performances, les émotions qu'ils ont transmises et leurs messages de paix et de solidarité.

« Il y aura un avant et un après-Paralympiques », avait promis Tony Estanguet en amont de ces Jeux, vendant une « révolution de l'inclusion ». Ces onze jours de compétition auront sans doute fait bouger des choses, dans l'appréhension du handicap notamment, mais la médiatisation et l'engouement inédits autour de ces Paralympiques ne doivent pas donner lieu à une autosatisfaction sans lendemain. La

perception du handicap dans la société, après le spectacle, sera longue à faire évoluer (lire l'entretien avec le sociologue Flavien Bouttet, page 14). Et les chantiers sont nombreux. Pour investir dans les clubs handisport, qui pourraient voir affluer des centaines d'aspirants dans les semaines à venir. Pour accélérer sur l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite dans les villes. Pour les personnes en situation de handicap sensoriel, cognitif et intellectuel dans le numérique, au travail. Pour en finir, à terme, avec les discriminations et notre société validiste, qui voit les non-handicapés comme la norme, voire un idéal à atteindre. Les athlètes des jeux Paralympiques, qui célèbrent de grands champions et font la part belle aux handicaps physiques (alors que 80 % sont invisibles), ne sont pas représentatifs des personnes en situation de handicap. Mais leur héritage doit être une avancée pour tous, afin que Paris 2024 ne soit pas juste une parenthèse enchantée. ■

FLORENT LE DU

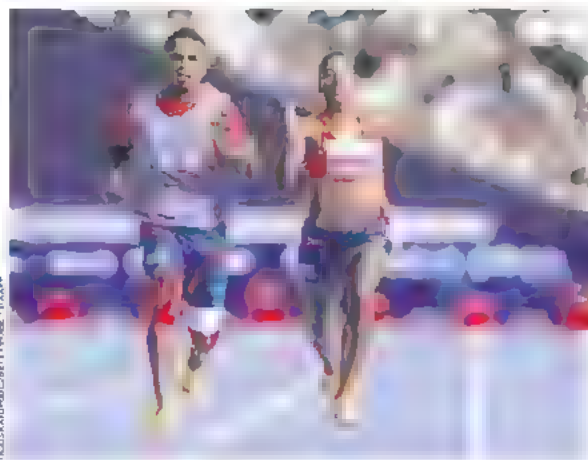


Tir à l'arc à poulies

Matt Stutzman

États-Unis

C'est la médaille de la patience. À 41 ans, Matt Stutzman a enfin remporté l'or pour ses quatrièmes jeux Paralympiques en tir à l'arc à poulies. En finale, l'archer, né sans bras, a frôlé la perfection en battant le Chinois Ai Xinliang (149-147) avec quatre volées parfaites sur cinq à 50 mètres sur une cible de 80 centimètres de diamètre. Une performance pour celui qui tire ses flèches avec ses pieds et sa bouche. Après avoir décroché l'argent à Londres en 2012, l'Américain n'était plus monté sur le podium et avait annoncé que Paris 2024 serait sa dernière compétition. Il termine au sommet.



Para-athlétisme

Omara Durand

Cuba

Jamais deux sans trois. Omara Durand porte cette maxime à son paroxysme. Après trois titres à Rio en 2016, puis autant à Tokyo en 2021, la Cubaine de 32 ans repart de Paris avec trois médailles d'or sur 100 mètres, 200 mètres et 400 mètres (T2). Malvoyante, l'athlète, qui détient trois records du monde dans les trois distances, avait commencé sa récolte en 2012 à Londres par un doublé sur 100 mètres et 400 mètres (soit 11 titres au total)... Sur cette édition parisienne, elle apporte à elle seule la moitié des six médailles d'or de la délégation cubaine sur un total de 10 (trois en argent et une en bronze).



Parabadminton

Krysten Coombs

Grande-Bretagne

En finale contre le Français Charles Noakes, le spécialiste britannique du badminton n'a jamais lâché son sourire. Félicitant son adversaire, haranguant la foule même après sa défaite en deux manches, Krysten Coombs a retourné le public de l'Arena Porte de la Chapelle, qui l'a presque autant adulé que son champion paralympique maison. Ce match spectaculaire a de plus été une formidable vitrine pour la pratique du sport pour les personnes de petite taille, peu développée en France, comme l'a rappelé Charles Noakes après sa victoire.



Parajudo

Cyril Jonard

France

Le bronze à peine conquis, Cyril Jonard ne pensait qu'à la fête à suivre: «Je veux beaucoup de bière», s'est-il marré. Déjà, après son combat pour la troisième place (-90 kg J1), le champion paralympique de 2004, 48 ans, a enflammé le public en enchaînant les tours d'honneur, la Macarena, les cris de joie... créant une ambiance extraordinaire que le judoka non-voyant, mais aussi sourd, n'a découverte qu'en remettant son appareil auditif (lui permettant seulement de ressentir les vibrations) après sa victoire.

«C'était incroyable, tout ce bruit pour moi», s'est-il ému en répondant aux questions des journalistes, transmises par une langue des signes tactile, communiquée dans la paume de sa main.



Paranatation

Yuyan Jiang

Chine

Elle symbolise la puissance de la délégation chinoise qui a obtenu 220 médailles, dont 94 en or ! Sept titres ont été obtenus par la seule Yuyan Jiang en paranatation, faisant d'elle l'athlète la plus titrée de Paris 2024. À seulement 19 ans, celle qui a été amputée d'un bras et d'une jambe après un accident de voiture à 3 ans, a archidominé sa catégorie (S6), remportant toutes ses courses, avec trois records du monde à la clé.

Para-athlétisme

Oksana Zubkovska

Ukraine

Cinq Jeux et cinq médailles d'or pour Oksana Zubkovska au saut en longueur. À 43 ans, l'Ukrainienne continue de survoler sa catégorie (T12, déficience visuelle) et a ajouté, à Paris, un discours politique à ses performances : « Nos villes sont détruites et nous, les athlètes, devons montrer à nos concitoyens que l'Ukraine est forte et puissante. » Avec 22 titres obtenus par sa nation et la présence de 96 Russes et Biélorusses sous bannière neutre, la question de la guerre a été très présente dans ces Paralympiques. Ainsi à l'occasion des cinq titres du nageur star Ihor Boki, adulé en Biélorussie et aux côtés duquel deux Ukrainiens, partageant un de ses podiums, ont refusé de poser.

AFP

Parataekwondo

Zakia Khudadadi

Équipe des réfugiés

Son histoire paralympique est enfin belle. Il y a trois ans à Tokyo, Zakia Khudadadi n'avait pas concouru, décidant courageusement de quitter la compétition pour fuir son pays et la prise de pouvoir des talibans. Cette année à Paris, la taekwondoïste est devenue la première médaillée (en bronze) de l'histoire de l'équipe des réfugiés paralympique. Une récompense « dédiée aux réfugiés du monde entier et à mes sœurs afghanes », a déclaré à l'issue de sa compétition celle qui s'entraîne désormais en France.

AFP

BILAN

Les Bleus atteignent leur objectif

Avec un total de 75 breloques, dont 19 en or, et une 8^e place au tableau des médailles, la délégation française réussit son pari de justesse grâce, notamment, au cyclisme et à la natation.

« **L**e paracyclisme doit apporter la moitié des médailles d'or. » C'est en ces termes que Jean Minier, directeur des sports du Comité paralympique et sportif français, nous avait présenté, dans un entretien juste avant les Jeux, le rôle attribué à la petite reine. Avec 10 des 19 médailles d'or remportées sur une récolte totale de 75 breloques (28 en argent et 28 en bronze), les cyclistes ont assumé leur statut de leader du handisport tricolore. Avec ce bilan, la France termine 8^e au tableau des médailles et atteint son objectif sportif d'intégrer le top huit, qui regroupe « le concert des grandes nations paralympiques ».

Comme à Tokyo en 2021, la Chine finit sur la première marche du podium (220 médailles, dont 94 en or), loin devant la Grande Bretagne (124 médailles, dont 49 en or) et les États-Unis (105 médailles, dont 36 en or). Douzième à Rio en 2016 (28 médailles, dont 9 en or), puis 14^e à Tokyo (54 médailles, dont 11 en or) malgré de meilleurs résultats, la délégation française a clairement bénéficié de l'« avantage maison ». À commencer, donc, par les cyclistes, avec 28 breloques sur piste et route (12 en argent et 6 en bronze) pour un objectif initial fixé entre 20 et 30.

BRAVO AUX CUMULARDS

Alexandre Léauté, qui visait au moins deux médailles d'or, a répondu présent avec deux titres et deux fois le bronze, mais c'est Mathieu Bosredon, avec trois titres au total en handbike, qui est devenu l'athlète français le plus doré des Jeux (contre-la-montre, course individuelle H3, relais par équipes mixtes H1-5). Très attendue aussi, Heïdi Gaugain repart, elle, avec trois fois l'argent en poursuite individuelle C5, contre la montre C5 et course en ligne C4-5.

Comme prévu, la natation est le deuxième sport le plus pourvoyeur. Elle réalise même sa meilleure moisson depuis vingt ans, avec pas moins de 14 médailles, mais seulement deux en or (Emeline Pierre, 100 m S10 et Ugo Didier, 400 m nage libre S9). Les podiums des frères Portal ont marqué les esprits avec quatre médailles, dont trois en argent pour Alex (22 ans) et un doublé argent et bronze avec son cadet Kylian (17 ans) sur 400 m nage libre (S13, nageurs mal-voyants). Le triathlon s'est aussi distingué avec les deux titres d'Alexis Hanquiquant, déjà sacré à Tokyo, et Jules Ribstein, tout comme le badminton où Lucas Mazur a conservé son titre en simple (SL4), rejoint par Charles Noakes (SH6).

DES MÉDAILLES INATTENDUES

Les belles surprises viennent d'Aurélien Aubert et Tanguy de la Forest. La native de Dreux (11^e mondiale), qui souffre de paralysie cérébrale, a offert à la France sa première médaille d'or de boccia en battant la numéro deux mondiale, tandis que le Breton

a remporté la finale mixte du tir à 10 m couché à la carabine. Enfin, les Bleus du cécifoot ont apporté la touche finale en gagnant au pied de la tour Eiffel la finale face à l'Argentine (1-1, 3 tirs au but à 2), l'unique médaille des sports collectifs.

« Ce qui nous reste à faire c'est perdurer dans le temps », a souligné Marie-Amélie Le Fur, présidente du Comité paralympique et sportif français, satisfaite malgré des sports qui n'ont « pas été à la hauteur », comme le tennis ou l'athlétisme, qui compte le plus d'épreuves et où les Bleus n'ont ramené que cinq breloques, dont zéro en or. La féminisation s'annonce comme l'autre défi, avec seulement 82 femmes engagées, sur 237 athlètes, à Paris. ■

NICOLAS GUILLERMIN

6
C'est le nombre de médailles remportées par les pongistes (1 en argent et 5 en bronze), contre 11 à Tokyo (2 en or, 2 en argent et 7 en bronze).



À Briançon (Hautes-Alpes), une des rares équipes de hand-fauteuil composée de valides et handicapés. THIBAUT DURAND/HANSELICAR

PARASPORT

« Il faut cesser de penser l'inclusion via l'événementiel »

Le sociologue **Flavien Bouttet** pointe le manque de politiques publiques pérennes en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap.

Maître de conférences à l'université de Lorraine, auteur d'une thèse sur les politiques nationales du handicap et le poids des jeux Paralympiques dans leur construction, Flavien Bouttet détaille les freins à la pratique sportive et à une meilleure inclusion des personnes en situation de handicap. Selon lui, le succès populaire de ces Jeux n'aidera pas à les lever.

Pensez-vous qu'après les jeux Paralympiques davantage de personnes en situation de handicap pratiqueront un sport ?

Les indicateurs montrent qu'un événement comme les jeux Paralympiques n'amplifient pas la pratique sportive de personnes en situation de handicap. Après ceux de Londres en 2012, il y a eu un afflux de personnes handicapées dans les clubs en septembre et en octobre, puis la courbe s'est infléchi. Le rapport à la pratique sportive, au corps ou à l'engagement dans un club se construit sur le très long terme, dans des relations familiales, amicales, dans des rapports à des institutions. Et en aucun cas parce que l'on est interpellé durant deux semaines par un événement.

FLAVIEN BOUTTET
Sociologue

Malheureusement, à l'image des jeux Paralympiques, les politiques des collectivités locales en termes d'inclusion se traduisent souvent par l'organisation de « Journées au tour du sport et du handicap ». Cette politique de l'événement s'impose et empêche de penser l'inclusion et l'égal accès à la pratique sportive de manière structurelle avec une offre régulière continue pour les personnes en situation de handicap.

Ne peut-il y avoir tout de même un effet déclencheur ?

Si des personnes handicapées se projettent en regardant les athlètes paralympiques, leur désir de pratiquer un sport risque de se heurter à beaucoup d'obstacles. Seulement 5 à 15 % des équipements sportifs sont accessibles aux personnes à mobilité réduite. Et 1,4 % des clubs sont en capacité d'accueillir des personnes en situation de handicap. Celles-ci ont donc rarement le choix de la discipline qu'elles peuvent pratiquer.

La question de l'accès aux transports est centrale...

En moyenne, une personne handicapée doit faire 50 kilomètres pour rejoindre son lieu d'entraînement. Le manque d'accessibilité des transports est très bloquant. Les transports collectifs publics sont très peu accessibles, une voiture spécialement équipée représente un coût souvent inabordable et les transports sur demande, censés compenser la non accessibilité des transports publics, sont souvent organisés à l'échelle d'une commune ou d'une communauté de communes. Des personnes souhaitant rejoindre un lieu de pratique sportive en dehors de ce périmètre ne peuvent donc pas en bénéficier.

Le Comité paralympique et sportif français communique beaucoup sur les sommes investies pour favoriser la pratique sportive des personnes en situation de handicap...

En réalité, 160 à 170 millions d'argent public ont été investis pour les jeux Paralympiques et permettre à la France de briller pendant l'événement. J'observe que le Comité paralympique et sportif français communique beaucoup autour du dispositif Club inclusif, dont le budget est de seulement 2,2 millions d'euros. Sept ou huit fois plus d'argent a été investi pour la haute performance et la préparation des athlètes aux jeux Paralympiques. De même, il y a un manque d'ambition pour combler le déficit d'encadrement : un rapport officiel sur le sujet propose de recruter 1 000 personnes en service civique pour encadrer les personnes en situation de handicap dans les clubs. Les politiques publiques sont largement sous dimensionnées.

Quid de la formation des encadrants ?

Le sujet de l'inclusion est absent de la formation des encadrants sportifs, notamment pour le Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, bien qu'une loi de 1984 impose des enseignements sur la question du handicap. De la même façon, les facultés de sciences du sport sont organisées selon cinq filières et la question du parasport et du sport adapté ne les irrigue pas toutes. Seule la filière « Activité physique adaptée », créée dans les années 1980 par les Staps (sciences et techniques des activités physiques et sportives), forme des professionnels sur le sujet qui doivent pallier les manquements des autres filières. Mais, outre la formation des professionnels, une grande transformation sociale est nécessaire pour que l'égal accès des personnes en situation de handicap, quelle que soit la nature de celui-ci, soit considéré comme naturel et normal par l'ensemble de la population.

L'institution scolaire peut-elle y contribuer ?

À l'école primaire, il y a de grosses difficultés à mettre en place des cours d'éducation physique et sportive donc, a fortiori à y inclure des élèves en situation de handicap. Dans le secondaire, les professeurs qui cherchent des solutions d'inclusion ne se sentent pas forcément aidés par l'équipe éducative. Ils disposent de moins d'accompagnants d'élèves en situation de handicap que dans les autres disciplines. Aujourd'hui, l'école souffre d'un manque de moyens humains et de compétences pour être réellement inclusive.

« Seul 1,4 % des clubs sont en capacité d'accueillir des personnes en situation de handicap. »

Notre société est construite sur des normes valides. Comme l'institution éducative, les parents et les professionnels de santé considèrent comme normal que des enfants en situation de handicap soient dispensés de sport lors de leur scolarité.

En termes d'image et de visibilité des personnes en situation de handicap, un événement très médiatisé ne peut-il pas cependant avoir des effets positifs ?

Effectivement, durant les jeux Paralympiques, on voit des personnes avec des corps qui sortent des normes valides, mais dans un cadre bien précis, avec un rôle particulier, que seuls quelques élus à l'échelle internationale peuvent tenir. Ce sont des athlètes de très haut niveau, peu représentatifs de l'ensemble des personnes handicapées. Je ne pense donc pas que leur image puisse influencer sur les interactions entre personnes valides et personnes en situation de handicap dans la société. La vraie question est de savoir pourquoi on a besoin des jeux Paralympiques pour voir des personnes handicapées. Pourquoi on n'en voit pas plus dans les rues, à la télévision, à l'école ou au travail ? ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EUGÉNIE BARBEZAT

ÉQUIPEMENT

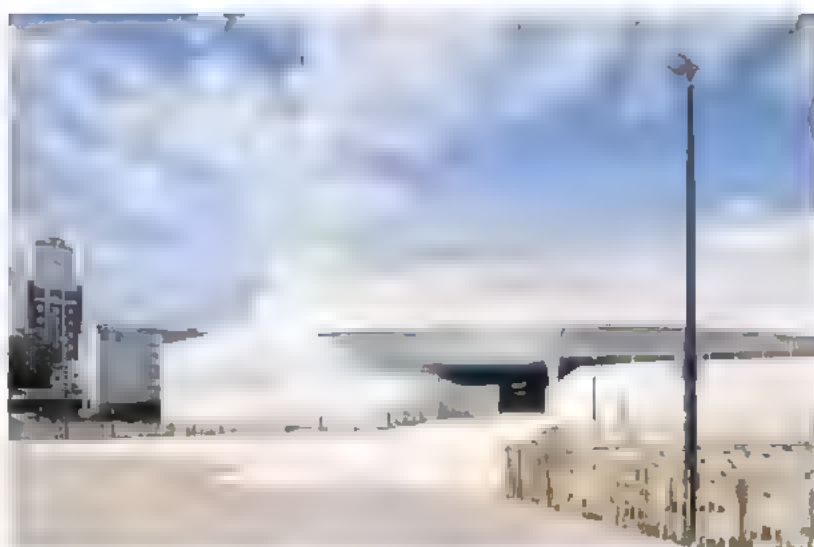
Le Prisme, temple du sport inclusif

Les jeux Paralympiques de Paris 2024 auront permis de donner un coup d'accélérateur à cet ambitieux projet, situé en Seine-Saint-Denis, qui doit faire du département un modèle en matière de pratique sportive des personnes en situation de handicap.

Situé à Bobigny, le Pôle de référence inclusif et sportif métropolitain (Prisme) ouvrira début 2025. L'élégant édifice de 15 000 m² aux façades de béton ajouré, façon dentelle, est « unique en Europe », selon Noé Laurent, chef de projet au département de la Seine-Saint-Denis, maître d'ouvrage et financeur de la moitié de son coût total estimé à 60 millions d'euros.

L'intérieur, encore en chantier, s'étend sur trois niveaux, desservis par une rampe circulaire. Les sols incrustés de LED des deux plateaux multisports, dédiés à l'accueil de compétitions sportives ou paraspportives et à l'entraînement, permettent de délimiter alternativement des aires de jeux en évitant la superposition de lignes, très perturbante pour les personnes en situation de trouble cognitif. Un impressionnant mur d'escalade de 16 mètres, une salle d'armes, une autre dédiée à la danse ou à la boccia, un dojo, une salle de musculation comptent également parmi les équipements de ce complexe multisport.

Aucune couleur trop agressive ne recouvre les murs, des alcôves de repli ont été prévues pour que les personnes fatiguées physiquement ou psychologiquement puissent s'y replier, ainsi que ces deux salles capitonnées où se défouler sans risque en cas de crise. À l'entrée de l'espace balnéothérapie, une « salle d'attente » est même réservée aux chiens guides d'aveugles.



L'exploitation du Prisme a été confiée à l'UCPA et au groupe SOS. FRANCK RONDOT

Autant d'éléments qui résultent d'un travail en amont avec 200 associations spécialisées. « Nous allons continuer les consultations après l'ouverture et faire remonter l'expérience des usagers », précise d'ailleurs Noé Laurent.

« L'établissement comporte également un pôle de santé et de recherche avec une piste de 50 mètres, truffée de capteurs pour développer des innovations biomécaniques et un centre de ressources sur le paraspport. Il y aura même un restaurant géré par un Esat », détaille Caroline Duval, la directrice du lieu.

Reste à faire venir le public. Complicé en transports en commun : la station de Tramway (T1) est

à plusieurs centaines de mètres, la ligne 5 du métro n'est pas accessible et la future gare Drancy-Bobigny de la ligne 15 Est, toute proche, elle, n'est attendue qu'en 2031. À charge pour l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA) et le groupe SOS, auxquels l'exploitation du lieu a été conjointement confiée, de nouer les partenariats avec des clubs dotés d'une section handisport, des établissements scolaires, des centres médico-sociaux...

Si ce projet réussit, ce bâtiment aura alors un destin à l'exact opposé de celui des tristement fameux « éléments blancs » qui furent l'apanage de bien des éditions des Jeux. ★ E.B.

Et si les jeux Paralympiques s'éteignaient à jamais ? Pour laisser place, désormais, à d'unique cérémonie d'ouverture et de clôture, et à un format réellement inclusif, réunissant tous les athlètes, couverts par les mêmes médias et avec la même effervescence dans le public. Actuellement inconcevable. Même la trêve olympique a fait fi des Paralympiques. Et si tous les athlètes paralympiques avaient pu naviguer sur la Seine aux côtés de leurs concitoyens ? Et si la médaille d'or de céci-foot avait été décrochée le même jour que les finales de foot olympiques ? Et si Tom Cruise était revenu pour kidnapper le drapeau paralympique pour le ramener à Los Angeles... Quoique, si on abolissait enfin les Paralympiques, qui par ailleurs occultent une majorité de handicaps, plus besoin de convoquer Tom Cruise une seconde fois.

À chaque évocation de jeux uniques pour tous, les ségrégationnistes tirent à balles réelles et dégroupent les nombreux problèmes posés, selon eux, par une telle perspective. Une logistique commune incompatible, l'inaccessibilité des infrastructures, des

LA CHRONIQUE DE GÜLER KOCA

SPECIALISTE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION À L'OIT. EX-MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE FRANCE DE GOALBALL



Abolir les jeux Paralympiques ?

risques économiques et environnementaux accrus... Sans oublier l'argument notamment utilisé par Tony Estanguet, président du comité d'organisation des Jeux de Paris 2024, sous couvert d'empathie : les disciplines plus médiatisées que la sienne (le canoë kayak) ayant fait de l'ombre à ses propres médailles, il ne souhaite pas diluer les exploits des athlètes handicapés dans la réussite des autres.

Normaliser les performances sportives des athlètes handicapés constitue pourtant le but d'une société réellement inclusive. La flamme olympique provient d'une cité grecque symbolisant la splendeur et la spiritualité, et la flamme paralympique d'un neuro-chirurgien eugéniste. Et c'est bien cette vision qui perdure dans les esprits. La lâcheté de la société qui se dédouane de la responsabilité collective d'inclure fonde d'ailleurs les espoirs malsains placés dans les jeux Paralympiques. « Une société égalitaire ne se construit pas par le biais du seul sport et d'un événement qui a lieu tous les quatre ans, mais par le biais de l'accès à l'école, au travail, à tout ce qui est garanti aux citoyens lambda en somme », estime la militante Elena Chamorro.

Pour une fois, arrêtons de décider à la place des personnes concernées. L'organisation d'une consultation mondiale des personnes handicapées et de leurs organisations représentatives (et non des associations gestionnaires qui sont omniprésentes sans avoir la légitimité de parler en leur nom) apparaît nécessaire pour coconstruire, en semble, un prototype de jeux Olympiques inclusifs. ★



VILLAGE DU MONDE La paix et un État de Palestine en étendards



À l'occasion de cette 89^e édition, l'espace du village accueillera des débats les crimes à Gaza et en Ukraine, la situation en Kanaky et l'émergence du Sud global, Un moment de solidarité et de convivialité.

Dans les allées du Village du monde, le besoin de se retrouver, de festoyer, d'échanger, de réfléchir, de lutter aussi, sera plus que jamais dans les cœurs de toutes et de tous les visiteurs de la Fête de l'Humanité des 13, 14 et 15 septembre, sur la Base 217. D'abord, échanger dans la centaine de stands du village autour d'un repas et d'un verre. Et c'est bien la fraternité et la sororité qui caractérisent cet espace à nul autre pareil, où l'on peut déguster tour à tour un yassa, un chawarma, un nem ou un rou gail, siroter un bissap ou un rhum antillais.

Mais, cette année peut être davantage, les cœurs ont besoin d'être libérés, nourris par la réflexion, face aux atrocités qui ont marqué ces douze derniers mois si éprouvants. La paix demeure un objectif politique et une exigence,

mais elle devient un cri quand l'horreur se déroule sous nos yeux. Celle d'une terre au bord du génocide : Gaza. Celle d'un pays, la Palestine, qui sera au centre du Village du monde, avec une place à son nom et des rencontres qui irrigueront toute la Fête. Dans l'espace débats du village, ce samedi, des journalistes palestiniens et des médecins évoqueront la situation sur place. Des tables rondes permettront de penser l'avenir de la Palestine et les questions de droit international.

La paix sera comme chaque année un sujet central. La paix comme outil contre les affrontements qui minent l'humanité. Partout, la planète semble s'embraser : il n'y a jamais eu autant de guerres dans le monde depuis 1945, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. Près de mille jours de conflit en Ukraine, dix-huit mois au Soudan, des décennies au Congo. Quand les armes parlent, l'humanité recule.

Le Village du monde ne peut se concevoir sans une réflexion sur les dominations et les impérialismes qui régissent les rapports géopolitiques. Un Nord qui pollue au détriment des habitants du Sud. La militante franco-vietnamienne Tran To Nga racontera son combat contre les grandes firmes ayant fabriqué ou commercialisé l'agent orange, épandu par l'armée états-unienne pendant la guerre. L'émergence du Sud global, le soutien à Cuba ou à Haïti seront au programme des débats. De même que l'ombre grandissante des extrêmes droites dans de nombreux pays : Italie, États-Unis, Espagne ou Pays-Bas. Enfin, cette année, un moment particulier sera consacré à un conflit colonial réactivé récemment : celui de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Une rue au nom de Jean-Marie Tjibaou verra ainsi le jour. Sous les tentes du Village du monde, ce sont trois jours de débats, de culture et de solidarité qui vous attendent. ■

BENJAMIN KÖNIG



SOLIDARITÉ ANGELA DAVIS SUR LA FÊTE, POUR LA LIBÉRATION DE MUMIA

La célèbre militante des Black Panthers Angela Davis sera présente le samedi 14 septembre à la Fête de l'Humanité. Son engagement en faveur des droits civiques et humains a poussé la directrice du département d'études féministes à l'université de Californie et professeure de philosophie à apporter son soutien au journaliste afro-américain Mumia Abu-Jamal, incarcéré depuis quarante-trois ans après avoir été condamné à mort en 1982 au terme d'un procès jugé inéquitable par la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Un livre d'art collectif, *la Plume et le Poing*, est dédié à la « Voix des sans-voix » et sera présenté au Village du livre, à l'initiative du collectif français Libérons Mumia et de l'éditeur Le Temps des cerises. Angela Davis, qui a préfacé l'ouvrage réunissant une centaine d'artistes peintres et de créateurs du monde entier, rappellera l'exigence de la libération du journaliste, avec la porte-parole de Mumia, Johanna Fernandez. Sur chaque livre vendu, 10 euros seront reversés au collectif Libérons Mumia. ■

PROGRAMME DE L'ESPACE DÉBAT AU VILLAGE DU MONDE

VENDREDI 13 SEPTEMBRE

17 heures « Cuba, le terrorisme et l'arbitraire du Département d'État américain », animé par Luis Reygada. Avec Charlotte Balavoine (PCF) et Julio César García, député et membre du comité central du PC cubain.
18 heures « Quand le Nord pollue, le Sud meurt », animé par Axel Nodinet. Avec Tran To Nga, militante et journaliste franco-vietnamienne. Léa Lo Van (Collectif Vietnam-dioxine), Lydie Rauld (Collectif des ouvriers agricoles empoisonnés par les pesticides), et Anna-Lena Rebaud (les Amis de la Terre).

« Kanaky-Nouvelle-Calédonie : un processus de décolonisation »

19 heures Entretien avec Emmanuel Tjibaou, député de Kanaky-Nouvelle-Calédonie (GDR), par Benjamin König.
19 h 45 « La jeunesse kanak, entre indépendance et

guerre coloniale », animé par Benjamin König.

21 heures Bal créole, animé par Benjamin König

SAMEDI 14 SEPTEMBRE

10 h 30 Inauguration du Village du monde par Fabien Gay, sénateur et directeur de l'Humanité.

« Après le 7 octobre, quel avenir pour la Palestine ? »

12 h 30 Témoignages de Gaza. Avec Majed Abu Shamleh, réfugié de Gaza, et Hala Abou-Hassira, ambassadrice de Palestine.
13 heures « Gaza et la Palestine disparaissent sous les yeux du monde. Un État pourra-t-il mettre fin à l'occupation et aux crimes ? », animé par Pierre Barbancey. Avec Ahmad Abu Holi, membre du comité exécutif de l'OLP (Palestine), Anne Tuillon, présidente de l'AFPS, Peter Mertens, secrétaire général du PTB (Belgique), et Mathilde Caroly (PCF).

14 h 20 Carte blanche à Aurélie Godard, médecin anesthésiste réanimatrice (MSF), et Guillemette Thomas, coordinatrice médicale (MSF).

14 h 40 « Les prisonniers palestiniens : une lutte nationale », animé par Pierre Barbancey. Avec Salah Hammouri, avocat franco-palestinien, Qaddoura Farès, en charge des prisonniers pour l'Autorité palestinienne, et Munther Amira, président du Comité populaire du camp de réfugiés d'Aïda, en Cisjordanie, emprisonné après le 7 octobre.

15 h 40 « Pourquoi Georges Ibrahim Abdallah doit être libéré », animé par André Chassaigne (PCF), Andrée Taurinya (FI) et José Navarro (Comité pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah).

16 h 10 « Les journalistes palestiniens et travailleurs des médias, des cibles pour Israël ? », animé par Vadim Kamenka.

Avec Nasser Abou Bakr, président du Syndicat des journalistes palestiniens, Dominique Pradalié, présidente de la Fédération internationale des journalistes, et Pierre Barbancey.

17 h 20 « Ordre mondial, quand le Sud se rebiffe », animé par Benjamin König. Avec Didier Billion (directeur adjoint de l'Iris), Félix Atchadé (PCF) et Ana Prestes (PCdoB).
18 h 30 « Au Mexique, la presse dominante contre la gauche au pouvoir », animé par Luis Reygada. Avec le caricaturiste Rafael Pineda, le journaliste d'investigation Alvaro Delgado et Obey Ament, spécialiste du Mexique.
20 h 30 Soirée de solidarité, place de l'État de Palestine. Avec Hala Abou Hassira, ambassadrice de Palestine, Vincent Boulet, responsable du secteur international du PCF, Anne Tuillon, présidente de

l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), et Rony Brauman, médecin, ancien président de MSF.

DIMANCHE 15 SEPTEMBRE

10 h 30 Solidarité avec les peuples du monde (Soudan, Irak, Sahara occidental, Argentine, Colombie, Portugal...).
12 h 30 « Faire front contre l'extrême droite, des solutions venues d'Europe », animé par Lina Sankari. Avec Peter Mertens, secrétaire général du Parti du travail de Belgique, Ricardo Guerra, membre de la direction régionale du Parti communiste portugais de Lisbonne, et Maja Tegeler, membre du comité exécutif de Die Linke (Allemagne).
13 h 30 Carte blanche à Vijay Prashad, intellectuel et historien indien de l'Institut tricontinental, animée par Axel Nodinet.
14 heures « Après trois ans de guerre, vers un processus de paix en Ukraine ? », animé

par Vadim Kamenka. Avec Jean Radvanyi, géographe et professeur émérite à l'Inalco, Vincent Boulet (PCF) et Stefan Bekier (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine).
15 heures Carte blanche à Johanna Fernandez, porte-parole du journaliste Mumia Abu-Jamal, animée par Vadim Kamenka.
15 h 30 « Comment peser à gauche après les élections européennes ? », animé par Lina Sankari. Avec Maïté Mola, ex-vice-présidente du PGE, Charlotte Balavoine, responsable Europe du PCF, et David Gobé, président de la section des cheminots de la Fédération internationale des ouvriers et ouvrières des transports.
16 h 30 « Haïti, une île oubliée », animé par Benjamin König. Avec Frédéric Thomas, chercheur du Cetri, et Mélanie Boulay, support médical (MSF).

À Biarritz, on cultive toutes les danses

FESTIVAL Une incursion dans le Temps d'aimer la danse nous a permis d'admirer *Crocodile*, un duo amoureux à corps perdus, et du flamenco queer.

Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), envoyée spéciale.

La 34^e édition du Temps d'aimer la danse, que préside le chorégraphe Thierry Malandain, s'ouvre à tous les styles, de la danse urbaine au ballet (six à l'affiche), avec pas moins de 39 compagnies invitées, 57 spectacles programmés et 42 rendez-vous gratuits.

Incorporé, en 2009, au Ballet national de Marseille en qualité de danseur, Martin Harriague est en passe de devenir le nouveau directeur du Ballet de l'Opéra Grand Avignon. Il présente *Crocodile*, un duo dansé et écrit avec la chorégraphe franco-américaine Emilie Leriche. Sur un plateau



un flamenco qui déjoue
les codes du genre
et laisse chacun
et chacune affirmer
sa singularité. *Alcornoque*

nu, blanc, parfaitement éclairé, avec, à cour et à jardin, les vibraphones des deux musiciens de l'ensemble O, Emilie Leriche et Martin Harriague s'effleurent, puis se jettent à corps perdus dans un jeu d'élans et de retraits. L'amour et ses esquives trouvent là un sûr vocabulaire. La syntaxe utilise à dessein le pied, la main, la hanche... Un vrai jeu de cache-cache, dans lequel deux bras encadrent une tête, une épaule fuit et revient, une jambe bat sa coulpe sur un dos en pénitence, des mains se trouvent... On assiste aux charmes étranges de la répétition, à quoi fait écho la musique minimaliste répétitive des musiciens.

Martin Harriague utilise sa méthode, dite « physical translation », qu'il a développée aux Pays-Bas et en Israël de 2013 à 2018. Il s'agit d'associer des parties du corps à des émotions, que l'autre interprète traduit sur une autre partie du sien. Une anatomie hypersensible, à fleur de peau, est ainsi jetée sur ce ring amoureux, riche en points culminants. Cela donne des duos millimétrés d'une vitalité endiablée. *Crocodile* explore l'amour et ses saisons en un peu plus d'une heure. Le couple, à terre, demeure en éveil comme une herbe au vent. La pièce est un petit chef d'œuvre fait de mille croquis

UNE MARÉE MONTANTE QUI SUBMERGE

Autre temps fort, le flamenco queer de Manuel Linan. Il dit : « Petit, je m'enfermais dans ma chambre et je revêtais la jupe verte de ma mère. J'ornais mes cheveux de fleurs, je me maquillais et dansais en cachette. » Sa pièce *Viva!* est donc née de la mémoire de l'enfance du chorégraphe et metteur en scène, né à Grenade en 1980. Avec ses six danseurs et danseuses, il invente un flamenco qui déjoue les codes du genre et laisse chacun et chacune affirmer sa singularité, dans une robe à volants et un chignon épinglé sur le crâne. La solidarité des musiciens tapis dans l'ombre, le regard de l'un sur la prestation déchirante de l'autre, cela crée une marée montante qui submerge le public. La fureur des talons martèle le sol, pendant que le groupe observe les jambes en soulevant les jupes. Les castagnettes sont redoutables et les visages résolus. À la toute fin, les oripeaux tombent, les robes aussi, sous lesquelles apparaissent les faux seins, les gaines, le chignon postiche. Sans plus aucun artifice, elles et ils se présentent face aux spectateurs, sortant un klee nex de leur décolleté pour se démaquiller à vue devant nos yeux médusés, plongeant dans le noir.

On a été moins convaincu, en revanche, par *Coverpieces*, de la Coréenne Sun-A Lee, aux qualités de danse indéniables. C'est, selon ses mots, une trilogie sous « forme de danse vitale de guérison ». Dans une première partie, la jeune danseuse, le visage dissimulé sous un masque de bouc, fait d'abord corps avec la bête à cornes. La gestuelle est cabrée, les doigts crochus sont prêts à étrangler un adversaire, ou à empoigner le public par les cheveux, mains à la gorge, pieds par dessus tête. Une fois sur ses deux jambes, la bête s'humanise, comme après une lutte hideuse pour tenir debout. Après une attente assez longue, a lieu un second tableau où ils sont trois, deux femmes et un homme, chacun immobile devant un bloc d'argile. À tour de rôle, ils se tirent par les cheveux pour se hisser sur leurs pieds avant de chuter lourdement. Le dernier à passer, petit être morose, déguenillé, ébouriffé, aux yeux suppliants, tremble sur pied. Au sol, les blocs d'argile attendent leur heure. Chaque interprète s'absorbe, à genoux, dans la lutte pour leur donner forme. Le troisième tableau, après là aussi une attente bien longue, s'avère davantage convenu, via un rituel orchestré, devant un bol où l'on vient à tour de rôle se laver le visage en soulevant une eau imaginaire sous les vibrations d'un gong.

La place nous manque pour traiter longuement du *Don Quixote* de Po Cheng Tsai, né à Taïwan, dansé par le Ballet de Berne, tout à la fois abstrait, fortement rythmé et emporté. ■

MURIEL STEINMETZ



Estelle Meyer (deuxième à gauche), actrice de caractère et de voix, incarne « la Divine ». F. RAPPENEAU

Tentative de saisie d'un monstre sacré

THÉÂTRE Au Palais-Royal, Estelle Meyer se glisse dans les costumes d'époque de l'actrice légendaire Sarah Bernhardt. Une pièce inégale qui gagne progressivement en force.

S'attaquer à Sarah Bernhardt n'est pas anodin. Aussi l'affiche de *L'Extraordinaire Destinée de Sarah Bernhardt*, reprenant les courbes Art nouveau d'un portrait de l'actrice fait par Mucha en 1886, suscite-t-elle l'attente en cette rentrée, aux côtés du succès surconfirmé d'*Edmond*, d'Alexis Michalik, dans le même Théâtre du Palais Royal. Comédienne légendaire, star internationale, légende vivante et produit dérivé, Sarah Bernhardt a totalisé l'idée même du théâtre et incarné la grandeur plus que nature de ces icônes, ces « monstres sacrés » désignés par Cocteau.

Quelle gageure, donc, que de faire incarner la Bernhardt sur scène, puisqu'il s'agit de défier la légende sur son propre terrain, celui du jeu, et l'on sait combien le sien pouvait tutoyer les hauteurs et « briser les cadres », à en croire encore l'auteur des *Enfants terribles*. Dirigeant la bien-aimée Estelle Meyer dans le rôle-titre, Géraldine Martineau, pensionnaire de la Comédie-Française, ne prétend pas faire de sa pièce un catalogue des performances de « la Divine ». Et c'est sans doute une intuition juste, réservant à

quelques passages parcimonieux la mise en abîme du théâtre au tour de morceaux choisis – *Ruy Blas*, de Victor Hugo, ou *l'Aiglon*, d'Edmond Rostand.

Pour investir le monument, la pièce commence par le début, dès la jeunesse de l'actrice, et descend scène après scène le fil du temps jusqu'à sa mort en 1923, à l'âge de 78 ans. Le concours du Conservatoire, les débuts écourtés à la Comédie Française, la gloire connue à l'Odéon, la grande tournée américaine, l'amputation de la jambe droite : nombre des grands jalons de sa vie y passent, accompagnés par une distribution vive et animée, qui manque parfois de nuances et où l'on apprécie particulièrement Isabelle Gardien en assistante fidèle.

UNE AURA ET UN FEU INTÉRIEUR

Le problème, c'est qu'à broser à grands traits cette vie aux dimensions hors norme, la pièce égare la compréhension de ce qu'a été Sarah Bernhardt : une expansion de l'échelle de l'existence, une aura et un feu intérieur, c'est-à-dire quelque chose d'inénarrable. S'étirant trop dans l'égrèment académique des moments clés de son ascension, la pièce intéresse

d'avantage dès qu'elle assume la dimension tragique de l'héroïne face à un temps qui glisse et vis-à-vis duquel elle semble constamment en porte-à-faux – trop juive pour la France de l'affaire Dreyfus, trop émancipée pour la morale patriarcale de l'époque.

Malgré cela, quelque chose finit par infuser de cette construction elliptique. Quelque chose de l'impossibilité, précisément, à saisir la diva dans son intégralité, contraignant la pièce à une tentative de reconstitution parcelaire et fantomatique, qui gagne peu à peu en étrangeté. À ce titre, le choix d'Estelle Meyer, actrice de caractère et de voix, qui, ici, chante et joue avec une même aisance, donne un autre sens à la pièce : s'il est vain de vouloir imiter la Bernhardt, celle-ci pourrait revivre en tant qu'attitude, en principe de jeu, en mode expansif de présence à la scène. Ne reste alors qu'à fomentier, à mesure des dates, l'intensité nécessaire à cette incarnation. ■

SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

L'Extraordinaire Destinée de Sarah Bernhardt, texte et mise en scène Géraldine Martineau jusqu'au 31 décembre, au Théâtre du Palais-Royal, à Paris

LA CHRONIQUE
THÉÂTRE DE
JEAN-PIERRE
LÉONARDININe pas oublier
Odette Aslan

● **Odette Aslan s'est éteinte au cœur de l'été, à l'âge de 98 ans.** Elle repose au cimetière de Bagneux, au terme d'une vie consacrée à l'étude du théâtre et de la danse. Béatrice Picon-Vallin a signalé que sa collègue et amie au Centre national de la recherche scientifique a travaillé jusqu'à son dernier souffle. L'œuvre d'Odette Aslan, grande dame du savoir, est considérable. Dotée d'une curiosité insatiable, forte d'une impressionnante érudition, passionnée par la recherche, elle a d'abord déployé son talent à la radio et à la télévision, lorsque celles-ci relevaient d'un service public à vocation culturelle résolue. On lui doit une importante somme d'ouvrages de premier plan, pour qui considère le théâtre comme un art essentiel dans l'histoire des sociétés, quand bien même, de nos jours, son influence se réduit dans la collectivité.

À la lecture de son livre *l'Art du théâtre* (Seghers), dûment réédité en 2005, on a pu découvrir une anthologie de textes, de l'Antiquité à nos jours, lesquels – d'Aristote à Brecht et tant d'autres –

De multiples pensées sur l'univers de la scène dans ses états successifs.

synthétisent de multiples pensées sur l'univers de la scène dans ses états successifs. Odette Aslan a été un témoin hyperactif du théâtre et de la danse de son vivant. Chez Actes

Sud, elle a publié des monographies sur Georges Pitoëff, Ingmar Bergman, Matthias Langhoff. À la Manufacture, est parue son étude sur Roger Blin, tandis que les éditions du CNRS, sa maison mère en quelque sorte, ont sorti *Paris capitale mondiale du théâtre, le théâtre des nations et le Corps en jeu*. Est capital son ouvrage intitulé *l'Acteur au XX^e siècle, Évolution de la technique, problème d'éthique* (l'Entretemps). Elle y explore les phases de l'étrange métier d'acteur; docile, rebelle ou militant, passé de l'emphase déclamatoire au naturalisme psychologique, jusqu'à la distanciation et l'insurrection du corps.

S'il s'avère impossible de dresser ici la nomenclature exhaustive des ouvrages d'Odette Aslan, on ne peut passer sous silence *Metteurs en scène et scénographes du XX^e siècle* (l'Âge d'homme), ainsi que *Butô(s)*, écrit à quatre mains avec Béatrice Picon-Vallin (CNRS), ou encore dans la collection « Poètes d'aujourd'hui » chez Seghers, son exégèse sur le grand poète bengali Rabindranath Tagore (1861-1941). Elle a dialogué avec Strehler, Chéreau, Pina Bausch... Ses articles dans les revues sont innombrables. Si le théâtre s'apprend, Odette Aslan en est l'idéale enseignante. Par bonheur, ses livres restent ■

Théâtre et performances intenses
sur les scènes de La Bâtie

FESTIVAL Du très grand au très petit, des machines infernales aux dialogues intimistes : à Genève, le vœu d'un art vivant tous azimuts devient réalité.

Genève (Suisse), correspondance particulière.

Les spectacles se suivent et ne se ressemblent pas. Dans une trentaine de lieux de l'agglomération genevoise, La Bâtie invite à découvrir des esthétiques contemporaines venues de Suisse, d'Europe et d'ailleurs. S'y mélangent des artistes fraîchement découverts et des signatures confirmées, voire mythiques : ce n'est pas moins que la grande chorégraphe américaine Lucinda Childs qui ouvrait le programme de cette 48^e édition. Pour sa deuxième semaine, cette polyphonie de formes donnait à voir le plateau comme un champ d'intensité, lieu de dramaturgies sur le fil de la déflagration ou carrément explosives. Il suffit de voir, à la Comédie de Genève, *Ophelia's got talent*, de la chorégraphe autrichienne Florentina Holzinger : démarquant comme une parodie de talent show télévisé, le spectacle finit par dynamiter radicalement les cadres dramaturgiques et ceux de la bienséance. Nues en dessous de la ceinture, des femmes pirates mélangent les tours de cirque ou de cabaret et quelques gestes choes endoscopie, mutilations, examen gynécologique. Cela s'achève dans une sorte d'orgie en hélicoptère, en grand déballage de bruit et de moyens qui tourne un peu court, passé les affirmations performatives faites à l'endroit des corps féminins, ici montrés comme divers, souverains et entièrement affranchis

LE CLIENT ET LE DEALER

Au POCHE/GVE, changement de dimensions : dans cette petite salle, la violence n'éclabousse plus, elle sourd. Mis en scène par Maya Bösch, *Dans la solitude des champs de coton* matérialise d'une ligne de néons la tension invisible qui lie, autant qu'elle les oppose, le client et le dealer de la pièce de Koltès. Le premier (Fred Jacot-Guillarmod) assure

ne rien chercher, l'autre (Laurent Sauvage) veut le convaincre du contraire, mais refuse de dire ce qu'il vend. Comme Patrice Chéreau dans sa mise en scène de 1995, Maya Bösch place le public des deux côtés d'un plateau en forme de ruelle obscure. Les phrases claquent sec dans le décor vide, les rapports de force tiennent puis basculent au gré des mots, mettant au centre un texte que l'on entend d'autant mieux.

DEUX CLOWNS LE BIDE À L'AIR

Plus loin, au Pavillon ADC, nous voilà à la limite de la parole. Danseuse de la troupe de La Ribot Ensemble (laquelle joue simultanément dans le festival son génial *Juana Ficción*, présenté à Avignon en juillet), la jeune Mathilde Invernion signe, avec *Bell End*, un geste d'une singularité certaine. Sur scène, elle et Arianna Camilli débarquent comme deux clowns en costume gris, les mains sur les hanches et le bide à l'air, en parodies d'hommes lourdauds et sans gêne les « connards » désignés par le programme de salle. Peu à peu, des bribes de mauvais mots sortent de leurs bouches immobiles, façon ventriloque. D'abord burlesques, ces réminiscences d'hommes haïs, ainsi conjurées, finissent par ouvrir à une soudaine bouffée de tristesse. À la fin, perchée sur des haut parleurs qui grondent, Mathilde Invernion pleure. Pas parce qu'elle s'est émue de sa propre œuvre, mais parce que la tension corporelle exigée par cet exorcisme lui a fait couler les larmes. À Genève, on ne fait pas les choses à moitié. ■

SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

La Bâtie – Festival de Genève, jusqu'au 15 septembre
rens. : www.batie.ch/fr/pendant_festival
Bell End aux Subs (Lyon), les 3 et 4 octobre.
Dans la solitude des champs de coton
à la Filature (Mulhouse), du 15 au 17 octobre



Dans la solitude des champs de coton, de Bernard-Marie Koltès, mise en scène par Maya Bösch. LMY2/2024



Un torrent de boue qui a laissé derrière lui des familles endeuillées et un paysage dévasté. ECLÉPTIC

En 1992, Vaison-la-Romaine était ravagée par une crue

DOCUMENTAIRE Myriam Elhadad a réalisé un film édifiant sur l'inondation historique qui a provoqué au moins 36 morts. Dans le Vaucluse, la mémoire de la catastrophe demeure vivace.

La pluie était prévue sur Vaison-la-Romaine, ce 22 septembre 1992. Mais rien ne laissait présager la catastrophe qui s'est abattue sur la ville et ses alentours. En début d'après-midi, un nuage de 13 kilomètres s'est formé au-dessus de ce secteur du Vaucluse. En quelques heures, l'orage qui s'est abattu sur la ville a rendu la petite rivière, l'Ouvèze, complètement « folle », selon les mots des habitants. Le camping a été dévasté, des maisons construites en zone inondable ont été littéralement arrachées de terre, avec leurs occupants, des caravanes sont venues se fracasser sur le pont romain du centre-ville, avant d'être emportées par les flots. Au total, 63 communes ont été impactées par ce déluge. Mais Vaison-la-Romaine a payé le plus

lourd tribut, avec 34 personnes décédées, et des dégâts matériels colossaux. Le documentaire de Myriam Elhadad revient sur cette journée tragique. La journaliste a rencontré des témoins : le maire d'alors, Claude Haut, un jeune pompier volontaire de 20 ans, Thierry, qui a sauvé plus de 30 personnes dans le camping inondé, deux journalistes de la presse locale qui ont accédé aux lieux, juste après la tourmente, et un monsieur, armé de son caméscope, qui a tourné, par réflexe, des images spectaculaires, qui hantent trente-deux ans plus tard nos imaginaires.

CE QUI A CHANGÉ DEPUIS

En 1992, on ne parlait pas encore de réchauffement climatique. Et encore moins d'aménagement du territoire. Et les erreurs

commises en la matière sont d'ailleurs terrifiantes de bêtise : dans l'ancien lit de la rivière avait ainsi été construit un camping, largement occupé à ce moment de l'arrière-saison par les saisonniers. Mais on trouvait aussi trois lotissements et un petit supermarché. L'un d'entre eux a été totalement ravagé par les flots, en quelques secondes, reconstituées par des images en 3D. Les autorisations de construction, fournies par le préfet, ont provoqué ce lourd bilan humain. Des scientifiques avaient pourtant alerté sur ces constructions délirantes.

Le film raconte aussi la lenteur de la réaction des autorités. Et pour cause : en 1992, on n'avait ni portables ni internet. Juste des téléphones, des fax, et la CB. Certes, le maire a appelé à la rescousse assez tôt, vers 14 heures. Mais, les routes

et les communications étant en partie bloquées, il a fallu attendre 17 h 3 pour que le plan Orsec se mette en route. Durant ce laps de temps, les naufragés de Vaison se sont organisés comme ils pouvaient. Comme ce jeune pompiers qui, au péril de sa vie, a récupéré les campeurs dans une barque prêtée pour l'occasion. Ou cet autre qui est allé recueillir dans un arbre un petit garçon, seul survivant d'une famille dont la maison avait été emportée.

Myriam Elhadad s'est aussi intéressée à ce qui a changé depuis : les autorisations de construction, les alertes météo et crues, la gestion des secours. Et même, fait émouvant, la mémoire réactualisée de ce 22 septembre 1992, largement documentée grâce à l'initiative d'un journaliste de presse locale, par le biais d'un film et de « cahiers de mémoire ». Pour ne pas oublier. Et surtout pour ne pas recommencer. ■

CAROLINE CONSTANT

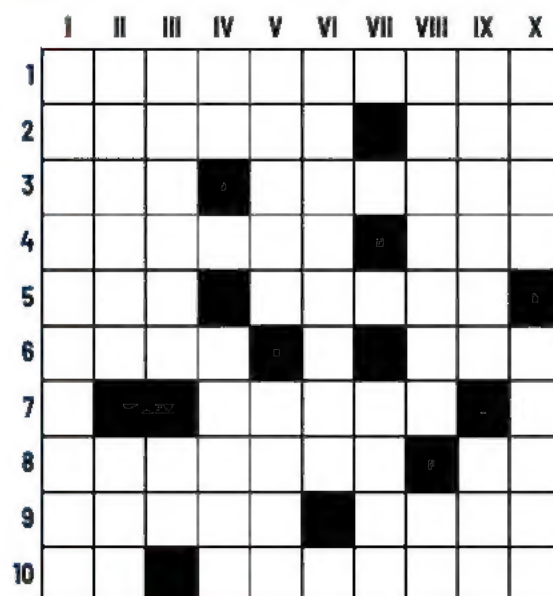
**Au total,
63 communes
ont été impactées
par ce déluge.**

RETROUVEZ L'HUMANITÉ
SUR INTERNETReportages, analyses,
entretiens, chroniques,
vidéos, directs...Toute notre actualité
à portée de clic.

www.humanite.fr

facebook.com/
humanite.frtwitter.com/
humanite_frlinkedin.com/
company/lhumaniteCompte lhumanitefr
sur Instagram

MOTS CROISÉS N° 24 023 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Spécialistes des conduits souterrains.
2. Héros de la guerre de Troie.
Coucou insectivore noir. 3. Division du
temps. Courroucé. 4. Pénurie. Diode
électroluminescente. 5. En passant par.
Siège de bicyclette. 6. Ouïe d'un violon.
Au soleil levant. 7. Manifestas sa mauvaise
humeur. 8. Coupes bras et jambes.
Sur une peau d'âne. 9. Panier pour
capturer les poissons. Dieu de l'Amour.
10. Familiarité. Impératrice de Russie.

VERTICALEMENT

I. Très grande agitation. II. Administras
certains intérêts. Croix de Saint-Antoine.
III. Prendras le taureau par les cornes.
Difficulté. IV. Ton de do. Peintre français
d'origine allemande. V. Parties supérieures
des voitures. Équidés. VI. Hors de la réalité.
VII. Huitième fils de Jacob. VIII. Tournes en
dérision. Participe gai. IX. Greffées. Espion
royal. X. Convient. La boire c'est avaler
involontairement de l'eau en se baignant.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Égoutières. 2. Nestor. Ani. 3. Ere. Irrité. 4. Rareté. Led.
VERTICALEMENT. I. Enervement. II. Géraud. III. Oseras. Os. IV. Ut. Ernst. V. Toits.
VI. Tsaïne. VII. Ralas. 8. Étonnes. Es. 9. Nasse. Cros. 10. Tu. Tsaïne.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil
de surveillance. Société nouvelle du journal
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros Siège social 5, rue
Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, rélage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur
de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice
de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général
et codirecteur de la publication ; Silvére Magnon,
directeur des développements

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

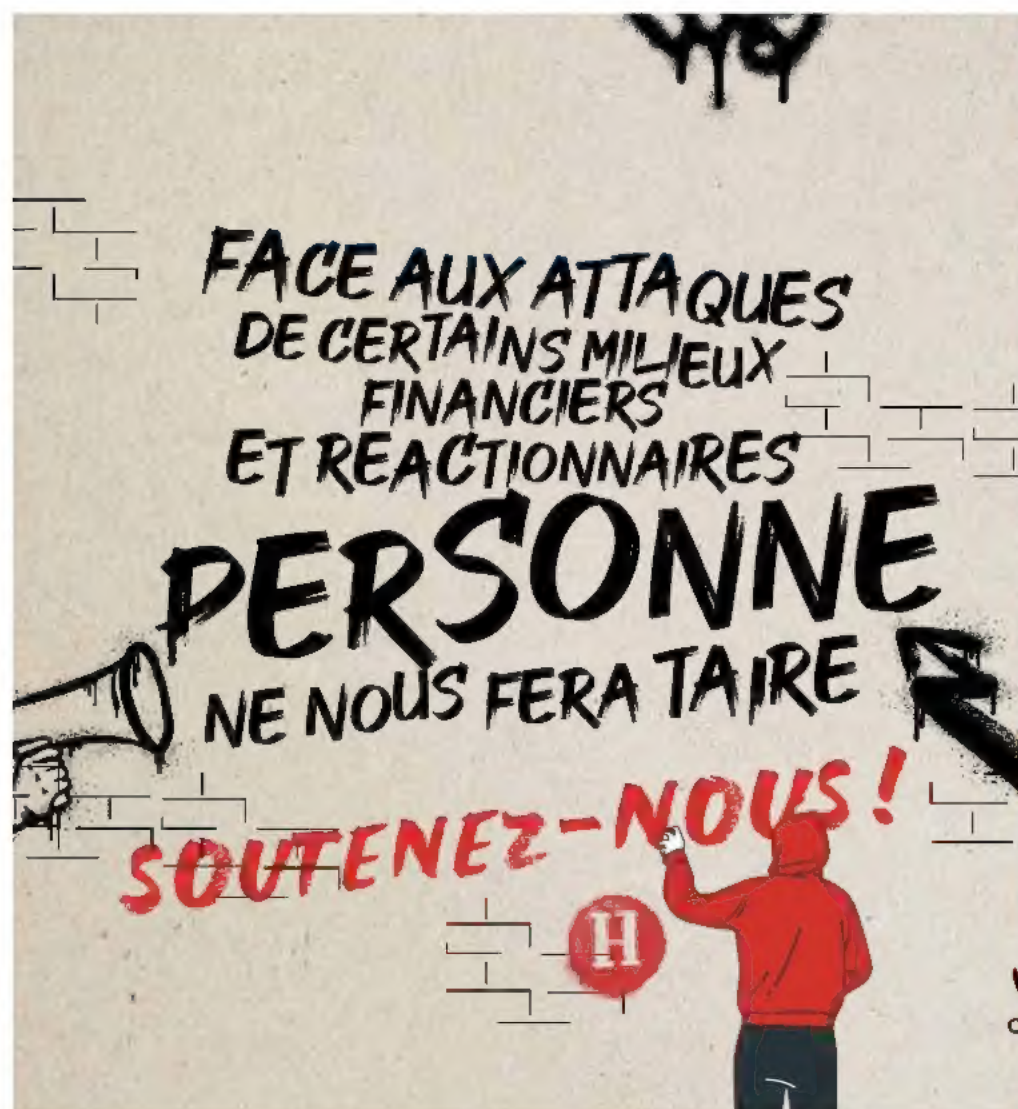
Actionnaires principaux SAS Fond d'Humanité,
Association des lectrices et des lecteurs
de l'Humanité

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles),
Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du 5 septembre 2024 35 919 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique
et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

JE FAIS UN DON
À L'HUMANITÉ
EN VERSANT
 €

DÉFISCALISATION

VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITE DE 20%
DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €.

Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € :
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et
Pluralisme Humain.

☐ Je donne 500 € ou plus :
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité
en Partage.

NOM / PRÉNOM E-MAIL TÉL. ADRESSE VILLE CODE POSTAL

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble calliope,
5 rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

l'Humanité **l'Humanité** **Humanité.fr**
magazine

OU JE FAIS UN
DON EN LIGNE !

« Les milliardaires sont-ils au-dessus des lois? (1/2) »

À la tête de multinationales, d'importants groupes de presse, de patrimoines considérables, les grandes fortunes multiplient leurs champs d'action et d'influence tout en « optimisant » leur fiscalité.

Les ultrariches font sécession du reste de la population. Les politiques publiques favorisent leur enrichissement et un soft power.

Depuis sept ans, la politique économique d'Emmanuel Macron protège les plus riches et les multinationales au détriment des plus fragiles, qui subissent de plein fouet le résultat de choix idéologiques. Pour combler le déficit public, le gouvernement rogne dans les dépenses publiques en tentant de faire passer des réformes comme celle des retraites et de l'assurance-chômage. Ces mesures impactent en premier lieu les personnes en situation de précarité et fragilisent davantage les classes moyennes. Dans ce contexte de crise économique et sociale, une catégorie de la population est, elle, en train de faire sécession : les milliardaires. Sur de nombreux aspects, les ultrariches en France et dans le monde s'affranchissent du reste de leurs concitoyens, en privilégiant la course aux profits, au détriment du bien commun.

Grâce à leur fortune, les milliardaires achètent du pouvoir économique, médiatique, politique et démocratique, disposant ainsi d'une influence considérable grâce à un puissant soft power. Pour cela, ils bénéficient d'une fiscalité avantageuse qui leur permet d'échapper massivement à l'impôt. N'étant généralement pas salariés, leurs fortunes reposent sur des actifs financiers (dividendes et rachats d'actions issus des parts détenus dans leurs propres multinationales) et sur leurs patrimoines immobiliers. Ces actifs financiers sont très peu taxés, donnant lieu à des situations ubuesques récemment documentées. Selon l'Institut des politiques publiques, pour les 0,001 % des plus riches, l'imposition devient régressive avec un taux effectif de l'ordre de 2 %.



STANISLAS HANNOUN
Responsable des campagnes justice fiscale et inégalités chez Oxfam France

Ce club des milliardaires perdure et s'autoalimente grâce à une fiscalité ultra-avantageuse sur la transmission de leur patrimoine : la progressivité de l'impôt sur les successions s'arrête au-delà de la dernière tranche à 1,8 million d'euros. Les faits d'armes des milliardaires français sont nombreux. Très proche du pouvoir et décoré de la Légion d'honneur par Emmanuel Macron,

Bernard Arnault est parvenu à s'offrir un spot publicitaire regardé par toute la planète durant la cérémonie d'ouverture des JO en échange d'un investissement de 150 millions d'euros. Une opération largement rentable compte tenu de l'efficacité de la séquence en matière de soft power à

Ils bénéficient d'une fiscalité qui leur permet d'échapper massivement à l'impôt.

l'international. Mais les grandes fortunes peuvent aussi servir un agenda politique et idéologique. Ainsi Vincent Bolloré, avec l'acquisition de plusieurs médias conservateurs et le réseau de distribution Relay, possède des contenus et des tuyaux pour les diffuser qui lui permettent de contribuer peu à peu à la victoire de l'extrême droite dans la bataille de l'opinion. Il est urgent de mettre en place des garde-fous pour empêcher une concentration du pouvoir aux mains de milliardaires qui servent des intérêts économiques et idéologiques. Les bonnes nouvelles sont venues en juillet du G20 au Brésil, avec la mise en place d'un cadre de discussion pour créer un impôt minimum mondial sur les ultrariches. ■

Le capital économique confère un pouvoir à ses détenteurs qui le font fructifier sous d'autres formes notamment politiques.

Le gouvernement par et pour les riches n'est pas un mythe. C'est une construction historique, celle d'un système permettant aux élites économiques de placer la loi au service de l'intérêt privé. Des pères fondateurs du capitalisme aux Gafam, de Rockefeller à Bernard Arnault, les milliardaires ont su imposer la liberté d'entreprendre et la recherche du profit individuel en clé de voûte des politiques publiques. Ils l'ont fait par la maîtrise du droit et par une intervention active dans le champ politique, garantissant ainsi la possibilité d'une concentration exponentielle de la richesse. En France, malgré la Constitution censée assurer l'égalité devant la loi, les plus riches semblent pouvoir s'affranchir des règles qui s'appliquent au commun des mortels. Qu'on pense à la manière dont le groupe LVMH, propriété du milliardaire Bernard Arnault, s'est joué des réglementations sur les placements de produits durant les JO. Qu'on pense à Vincent Bolloré, qui a pu contourner la décision de l'Arcom de ne pas renouveler sa chaîne C8 en programmant TPMP sur sa chaîne privée Canal Plus en clair. Qu'on pense enfin à l'évitement fiscal pratiqué par les plus riches contribuables ayant les moyens de se payer les services d'avocats fiscalistes spécialistes de l'« optimisation », quand il ne s'agit pas de fraude et de dissimulation dans les paradis fiscaux.

Dans un contexte de globalisation financière et d'intense concurrence fiscale et sociale, la liberté et

**LOU CHESNÉ,
ALICE PICARD ET
YOULIE YAMAMOTO**
Porte-paroles d'Attac

la rapidité de circulation des capitaux et des biens ont largement servi les intérêts des plus riches. Leur surface financière

dépassant les frontières, ils ont pu ainsi jouer des différences de législation pour faire fructifier leur capital. Et, détenir un capital économique, c'est détenir du pouvoir économique qui peut être converti en d'autres formes de pouvoir. Le cas de l'accaparement du système médiatique par les plus riches est à cet égard emblématique. Les travaux des sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ne manquent d'ailleurs pas de rappeler la très forte solidarité qui lie les membres de la grande bourgeoisie. Outre les activités de lobbying qui permettent d'acheter une influence sur les législations nationales et européennes, des liens sociaux très denses connectent entre elles les élites politiques et économiques. Les intérêts particuliers des plus riches passent donc très souvent pour l'intérêt général.

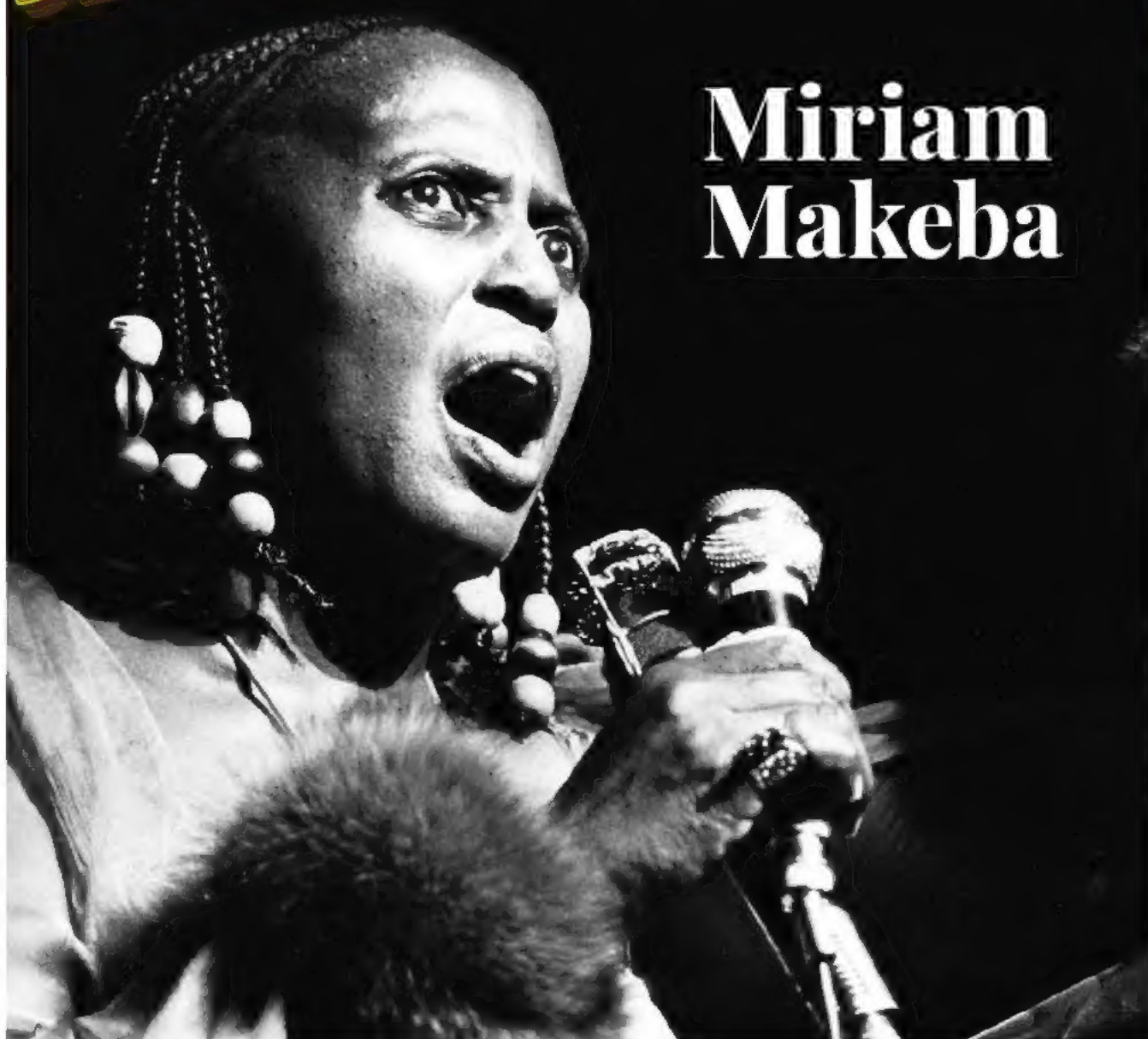
En février 2024, les déclarations de patrimoine des membres du gouvernement Attal révélaient que 17 d'entre eux et elles étaient millionnaires, dont un tiers pourraient être classés parmi le 1 % de Français les plus fortunés. Ce n'est donc pas tant que les plus riches s'exonèrent des lois communes, c'est qu'ils et elles participent directement à leur élaboration. Dans ce contexte, il n'est donc guère étonnant que certaines mesures, fiscales notamment (suppression de l'ISF, instauration de la flat tax...), aient été taillées sur mesure pour les plus riches. Mais ce n'est pas une fatalité : il est possible, urgent et nécessaire de contester la mainmise des plus riches sur les politiques publiques, et notamment avancer l'impératif d'une véritable justice fiscale. ■

Les intérêts particuliers des plus riches passent très souvent pour l'intérêt général.

LES GRANDS CONCERTS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Miriam Makeba

La chanteuse et combattante sud-africaine avait fait un premier passage à la Fête de l'Humanité en 1972. Toujours en exil, elle revient cinq ans plus tard en icône du combat contre l'apartheid, quelques mois après les massacres de Soweto.



« **U**ne star internationale », « la chanteuse africaine la plus fameuse », comme s'en fait écho un article du *Matin*, et une grande

amie de l'*Humanité* est attendue ce samedi 10 septembre, à 18 heures, dans le parc de La Courneuve. Elle a 45 ans, elle est au pic de sa carrière et le temps est loin où la jeune Zenzile Makeba Qgwashu Nguvama, timide choriste des Manhattan Brothers, groupe vocal de Johannesburg, se retrouvait à jouer dans un film, *Come Back Africa*, qui scellera son destin : salué à la Mostra de Venise, celui-ci dénonce l'apartheid, ce qui entraînera l'interdiction à la chanteuse de revenir en Afrique du Sud et fera d'elle une figure artistique et politique de premier plan. Mama Africa a foulé les scènes les plus prestigieuses, adoubée par Harry Belafonte, tout en épousant la cause du panafricanisme et, côté cœur, l'un des leaders des Black Panthers, Stokely Carmichael. La Fête de l'Humanité, Miriam Makeba la connaît bien. Elle s'y est déjà produite en 1972, année à l'affiche extrêmement riche : Ferrat, The Who, Voices of East

Harlem, etc. En 1977, elle y est en vedette. Un public très nombreux se presse devant la Grande Scène, dans un double élan. Celui de se laisser emporter par les chants et rythmes d'Afrique du Sud dont elle a familiarisé les accents et les chatolements, et celui de la solidarité ardente, un an après le massacre de Soweto. Ce sera un grand moment, comme seule la Fête de l'Humanité le provoque. Le journal rapporte : « Enveloppée d'une superbe robe de mousseline multicolore, des boules colorées au bout de ses nattes, Miriam Makeba est un spectacle à elle seule. »

LA PAIX ENTONNÉE EN ANGLAIS, ZOULOU, TSWANA ET XHOSA

Déjà en 1972, elle avait détonné dans son long boubou multicolore et l'imposante coiffe traditionnelle qui lui donnait un air de princesse. Elle chante en anglais, bien sûr, devenu sa langue usuelle, mais aussi en zoulou, en tswana ou en xhosa. Dans cette dernière langue s'exprime la caractéristique qui avait attiré l'attention sur elle : le chant est parcouru d'un cliquetis sec produit alors même qu'elle parle, punctuant ainsi son propos de manière étrange

pour l'oreille occidentale. Ses mélodies chantent la tolérance et la paix. Elle est accompagnée d'une formation aux accents jazz et traditionnels, qu'on n'appelle pas encore world music, et de choristes danseuses qui enflamment le spectacle. Sa fille Bong'i la rejoindra sur scène pour trois titres. Avant des'effacer sous les applaudissements

nourris d'un public conquis, la chanteuse dira son bonheur d'être ici, à la Fête de l'Humanité : « Je ne chante pas la politique ! Je chante la vérité ! Si cette vérité est politique, (...) je n'y peux rien. » Avant d'exhorter à la solidarité avec le peuple sud-africain et de livrer un final étourdissant. Lui succédera le groupe Genesis, autre attraction de l'année. Le lendemain au même endroit, se produira l'immense chanteur québécois Félix Leclerc. Et soulignons que le groupe de jazz The Blue Notes, une des plus formidables formations d'Afrique, mixte donc interdite à Pretoria, se produit également à la Fête. Illustration d'un grand éclectisme et la parfaite cohérence de la programmation : accueillir chanteuses et chanteurs de grande valeur, engagés dans leur temps et créatifs. ■

EDGARD GARCIA

« Je ne chante pas la politique !
Je chante la vérité !
Si cette vérité est politique, (...) je n'y peux rien. »
CHRISTIAN ROSE/ROGER-VOLLET

1977

Demain : James Brown, 1982.
Retrouvez les épisodes précédents sur
www.humanite.fr